



“Gilets jaunes”

“On est là / On est là”

“Pour l’honneur des travailleurs / Et pour un monde meilleur”

“GILETS JAUNES”

“On est là / On est là”

“Pour l’honneur des travailleurs / Et pour un monde meilleur”



Quatre Saisons... Cela fait maintenant quatre saisons que traverse le mouvement des « gilets jaunes »...

A défaut d’être en capacité d’imposer une véritable, puissante et profonde révolution sociale mondiale (celle qui devra balayer irrémédiablement et définitivement l’ensemble des fondements du rapport social dominant et écrasant l’humanité !), ce mouvement n’en réussit pas moins, et sans doute plus modestement, à perdurer et à boucler ainsi le cycle d’une année, tel notre planète qui boucle sa révolution complète autour de l’astre solaire.

Il y a six mois, nous terminions l’introduction de notre précédent bulletin, consacré à la même thématique et à son développement, sur ces mots :

Finalement, au risque de paraître provocateur, nous affirmons que tout le battage médiatique autour du mouvement des « gilets jaunes » ne peut en aucun cas nous faire oublier cette chose essentielle qu’il n’existe pas de mouvement « gilet jaune », que celui-ci n’a jamais existé et ne saurait exister. Et cela pour une raison simple, fondamentale, incontournable : c’est qu’il n’existe ni classe ni projet social « gilet jaune »... Ici et maintenant, partout et toujours, c’est prolétariat contre bourgeoisie, deux classes sociales aux projets résolument antagoniques... Il n’y a en effet que deux projets qui s’affrontent pour le devenir de l’humanité : d’un côté, le processus historique d’abolition des rapports sociaux capitalistes et de son Etat, fauteurs de misère, de guerre, d’exploitation, d’aliénation, d’oppression, de domination... de l’autre côté, les forces de conservation de ce cauchemar...

Il n’empêche que pour un mouvement qui en soi « n’existe pas », si ce n’est en tant qu’expression et matérialisation de l’affrontement séculaire (et donc toujours actuel !) entre la classe des possédants et celle des dépossédés, il parvient à durer et à imposer sa présence, à se retirer provisoirement comme la marée basse puis à revenir en force. Plutôt que de parler dès lors de confusions et de contradictions dans le mouvement, il nous semble plus fort et correct d’insister une fois de plus sur les déterminations essentielles de cette lutte qui ne sont pas la « démocratie directe » et « participative », le « Référendum d’Initiative Citoyenne », le « peuple français », et qui ne sont pas non plus le drapeau national ou la Marseillaise...

Les déterminations fondamentales de ce mouvement, ses bases et son ADN sont le refus viscéral de la paupérisation (du fait d’être toujours plus

« pauvre », même si « on a un boulot » !), le refus de l’augmentation du taux d’exploitation et de la misère. Derrière la consigne de défense du « pouvoir d’achat » se cache une autre revendication affirmée comme étant « le pouvoir de vivre ». Le mouvement des « gilets jaunes » pose avec force (bien que jamais suffisamment et toujours partiellement !) la nécessité de l’action directe, des occupations, des manifestations non-déclarées et donc « sauvages », des blocages, de l’économie, de la circulation des marchandises (produits finis, matières premières, force de travail !), de s’organiser collectivement contre la répression d’Etat, de refuser tout type de représentation et de représentants, que ceux-ci proviennent des rangs des syndicats, des partis politiques mais aussi ceux émanant du mouvement lui-même. Dans le feu de la lutte se développe également une critique forte et sans concession des médias, de la presse bourgeoise en tant que structuration de « l’opinion publique », qui n’est jamais que l’ensemble des idées dominantes et donc celles de la classe dominante. Ces médias sont ainsi dénoncés pour ce qu’ils sont : des structures du pouvoir renforçant le pouvoir en place...

Qu’il le veuille ou non, qu’il en ait conscience ou non (et finalement, dans un premier temps, peu importe !), le mouvement des « gilets jaunes » est, de par sa nature et sa pratique (et bien au-delà des drapeaux !), fondamentalement anti-démocratique, malgré les scories exprimées çà et là dans les diverses prises de position, publications, consignes, revendications, etc. Il est anti-démocratique dans le vrai sens du terme, comme la négation de la démocratie qui est le fondement de la dictature sociale du capitalisme. Le mouvement affiche ouvertement son mépris des conventions politiques, son mépris et sa haine de classe des médias et de leur sacro-sainte « liberté d’expression », c’est-à-dire la liberté de reproduire jusqu’à la nausée l’idéologie dominante et consensuelle du « parti de l’ordre ». Il affiche son mépris et sa haine de classe de la « liberté d’association et de réunion », de la liberté bourgeoise qui permet encore une fois aux « partisans de l’ordre » de se réunir dans leurs cénacles, leurs sommets économiques, politiques, sociaux, militaires pour discuter et décider de la meilleure façon de gérer et d’écraser notre action subversive, de comment nous faire parler, comment nous faire taire...

Bref, l’automne 2018 fut pour nous tous (« gilets jaunes » ou pas !), l’éclosion inattendue, surprenante et vivifiante d’un mouvement qui fit rendre l’âme à tous les stéréotypes contenus dans la grande encyclopédie officielle de la lutte des classes et de ses déclinaisons apprises par cœur par les braves petits élèves ès « révolution » de la gauche du capitalisme et de son extrême gauche...

Quelque chose d’essentiel s’est donc passé : une invention plus qu’un retour, le surgissement d’un inattendu qui n’a pas cessé de nous surprendre et qui, finalement, nous arrime à l’idée que l’avenir de ce mouvement sans équivalent reste encore largement ouvert à la conjonction des infinis possibles que portent, ici et ailleurs, les multiples refus de ce monde de la dépossession spectaculaire marchande. [À contretemps]

L’hiver et les « fêtes de fin d’année », ces bijoux abrutissants du culte de la famille et de la reproduction élargie de l’idéologie de la réconciliation nationale entre les classes, bref ce festin de la « consommation » à outrance (ou de son illusoire spectacle !), devaient faire rentrer dans le rang ces « gilets jaunes » indociles et turbulents, du moins suivant les desideratas de tous ceux qui ont quelque chose à gagner en conservant le monde immonde tel qu’il existe aujourd’hui. Or, il n’en a rien été ! Que du contraire ! Et la rentrée de janvier fut percutante...

Le printemps bourgeonnant vit éclore mille confrontations dans les rues et les beaux quartiers, mille assauts contre des lieux du pouvoir bourgeois, mille pillages contre leurs marchandises, mille bravades contre leurs élections, contre la récupération, la pacification et la canalisation de notre lutte...

Il en faudra plus, bien sûr, pour que tremblent les murs de l’arrogance et de l’oppression, mais la brèche est là, nette comme un Gilet jaune reconstruisant sa cabane plusieurs fois détruite sur son rond-point des misères. Car un Gilet jaune, c’est têtu comme une mule qui ne veut plus avancer. Faire communauté humaine, c’est précisément cela : devenir sujet actif, se convaincre qu’il faut sortir collectivement de ce monde, en cherchant les moyens, renouer avec l’histoire des anciennes révoltes, inventer de nouvelles formes de résistance et de sécession, cultiver la pluralité de nos approches, tisser nos propres solidarités. Le reste est affaire d’entêtement, de contagion, d’attraction, de conviction. [À contretemps]

L’été devait donner le coup fatal à la mobilisation, sous prétexte de bronzette et de plages à gogo, d’autant que tous les médias aux ordres s’en donnaient à cœur joie pour annoncer semaine après semaine la « décrue du mouvement », le nombre de manifestants fondant comme neige au soleil des vacances et du farniente...

La « rentrée de septembre » s’annonçait plus chaude que jamais, avec une recrudescence de la mobilisation et d’appels à la « convergence des luttes » : d’une part, des « jeunes pour le climat » et contre « la fin du monde » qui doivent davantage affirmer leur critique des gangsters du « climato-business », et d’autre part, divers secteurs du prolétariat en lutte en France, en rupture partielle avec l’impasse de l’encadrement syndical. Mais alors que se profilait le premier anniversaire du mouvement des « gilets jaunes », c’est du monde entier qu’est venu l’espoir, la force, la détermination et les potentialités d’une véritable « convergence des luttes », c’est-à-dire une convergence qui se matérialise et se décline au niveau directement international et qui donc exprime plus fortement que jamais son essence internationaliste. Au vu des luttes qui explosent depuis des mois et qui se sont intensifiées ces dernières semaines partout dans le monde, au vu de ces luttes qui continuent à enflammer nos réalités au moment où nous publions ce bulletin, certains parlent déjà d’un « nouveau cycle de lutte de classe »...

Il y a une quinzaine d’années de cela, un gros bourgeois américain, Warren Buffett, ivre de l’insolence et du mépris que lui confère sa position dominante de prédateur capitaliste, déclara péremptoirement mais non sans raison : « *Il y a une guerre des classes, c’est un fait, mais c’est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner.* » (“*There’s class warfare, all right, but it’s my class, the rich class, that’s making war, and we’re winning.*”)

Nous ne voudrions pas ici tempérer exagérément l’optimisme débridé de Mister Buffett, car probablement la classe des capitalistes, leur rapport social générateur d’exploitation, de misère et de guerres, et leur monde qui va avec, tout cela va sans doute encore sévir quelques temps contre l’humanité. Mais à tout le moins, on peut aisément affirmer que si ce ne sont pas les prémisses d’un nouveau cycle de lutte de classe qui commencent à se développer sous nos yeux, annonciateur d’un horizon qui cessera enfin d’être indépassable, cela y ressemble en les tous cas...

Coup sur coup, et parfois simultanément, de très importants secteurs du prolétariat sont descendus par dizaines et par centaines de milliers, par millions même, dans les rues de dizaines de grandes villes de plusieurs pays sur tous les continents, et continuent d’embraser leurs lieux d’exploitation, d’oppression, d’aliénation : Algérie, Soudan, Nicaragua, Haïti, Hong Kong, Egypte, Indonésie, Irak, Liban, Equateur, Honduras, Bolivie, Chili, Iran, Colombie, etc. Toutes ces luttes sont la résultante essentielle de la non-satisfaction des besoins tant immédiats qu’humains et historiques de notre classe, et ont ceci en commun de souvent perdurer et même de se radicaliser une fois la fraction locale de la bourgeoisie mondiale s’étant sentie obligée de concéder quelques miettes afin d’éteindre le brasier social.

A partir de ce refus viscéral, passionné et sain du « retour à la normalité », du retour à l’ennui, à la banalité, à la survie quotidienne, du retour au travail qui abrute, qui mutile, qui dessèche les corps et les cœurs, du travail qui tue, de la souffrance au travail, de la souffrance du travail tout simplement, et du manque de perspectives encore crédibles dans le cadre de ce monde de prédation, d’extorsion et de spoliation qui n’en finit plus de se fissurer avant que de s’écrouler... A partir de tout cela, s’ouvre la perspective historique, certes encore quelque peu lointaine et embryonnaire, de la révolution sociale, de l’émancipation humaine, de la société sans classe, de la société de jouissance, bref en un mot : du communisme. Lorsque des camarades disent qu’un mouvement de lutte est toujours l’expression locale d’une nécessité mondiale, cela prend ici toute sa résonance...

En Irak, le prolétariat n’en finit plus de repartir chaque fois à l’assaut des citadelles de nos maîtres, contre la guerre, contre la militarisation, contre la misère, contre l’eau empoisonnée et la malnutrition, contre le manque de perspectives, « contre la corruption », contre la politique de nos ennemis les bourgeois, laissant sur le carreau depuis début octobre plus de 400 morts (officiellement !) et près de vingt mille blessés, sans parler des arrestations, disparitions, tortures. Mais notre classe résiste et se fraye un chemin au travers des embuches de l’horreur, de la veulerie et de la crasse des tenants de la propriété privée et de leurs défenseurs : nous occupons des places centrales et stratégiques où nous organisons les structures de notre communauté de lutte et de vie, nous érigeons des barricades, nous menaçons leurs quartiers généraux fortifiés de la « Zone verte », nous attaquons et incendions les repaires de rats des partis politiques et de leurs milices armées jusqu’aux dents, nous coupons des axes de communication importants bloquant ainsi le flux vital de leurs marchandises. Et tout cela, pas seulement à Bagdad mais partout dans le pays. Et déjà, de légères fissures commencent à apparaître dans la cohérence, la discipline et l’esprit de corps des mercenaires de l’Etat : à Karbala par exemple des policiers expriment leur solidarité avec les manifestants, à Ninive ce sont des miliciens chiites des « Unités de Mobilisation Populaire » (*al-Hashd al-Sha’abi*) qui chantent des slogans en faveur de la lutte...

Au Liban, des officiers supérieurs de l’armée ont refusé d’appliquer l’ordre gouvernemental de faire tirer sur la foule, de peur sans doute de voir de nombreux soldats, déchirés par les contradictions de classe, fraterniser avec les manifestants, leurs frères et sœurs de misère, ce qui a déjà eu lieu, même si très partiellement. Trop peu de témoignages, de documents, de tracts, de manifestes aux prises de position clairement prolétariennes circulent hélas dans cette région, et encore moins nous parviennent. Néanmoins, parmi les centaines de vidéos à disposition sur l’internet, épinglons celle où des manifestants qui tiennent un barrage routier au milieu de poubelles et de pneus en feu déclarent : « *Pas de partis politiques ou quoi que ce soit*

“Gilets jaunes”

“On est là / On est là” – “Pour l’honneur des travailleurs / Et pour un monde meilleur”

d’autre. Nous sommes un peuple uni contre l’Etat. Nous voulons qu’il tombe. Révolution ! »...

Au Chili, où la frayeur de la bourgeoisie est à la hauteur de la confrontation de classe en cours, l’armée qui n’avait jamais vraiment disparue de la scène, refait son entrée tonitruante dans la panoplie de l’Etat capitaliste pour rétablir l’ordre de la normalité et du “business as usual”. Les méthodes de torture et de terreur de l’époque de Pinochet sont à nouveau appliquées à plein rendement, comme à chaque fois que le prolétariat relève la tête et passe à l’offensive. Depuis plus d’un mois maintenant, ils nous tirent dessus à balles réelles pour contrer et contrecarrer notre mouvement d’action directe anticapitaliste, ils nous visent aux yeux (tout comme en France !) pour nous éborgner, nous aveugler, pour nous faire taire et nous terroriser, tant leur propagande et leurs mensonges tournent de plus en plus à vide. Ils violent nos sœurs de combat – engagées dans la tourmente et la joie de la rébellion – dans leurs commissariats infectes et sordides pour s’acharner brutalement sur les chairs bien sûr mais surtout pour détruire les liens de solidarité que nous tissons, pour écraser la fraternité et l’amour que notre classe se réapproprie pleinement, dans la lutte et par la lutte...

A l’approche du premier anniversaire du mouvement des « gilets jaunes », des appels internationalistes ont été lancés depuis la France pour le dédier « à tous les soulèvements populaires dans le monde », pour « s’allier » et « transformer nos conditions de vie », pour « agir en commun », pour « créer et renforcer des jonctions entre les peuples en lutte »...

De manière certes non-concertée mais bel et bien organique, d’importants secteurs du prolétariat en Iran sont à leur tour spontanément descendus dans les rues de plus d’une centaine de villes, attaquant des banques et des mosquées, incendiant des dépôts de carburant, pillant des commerces, etc. à l’annonce brutale du retrait des subventions sur l’essence, provoquant ainsi le triplement du prix à la pompe, ce qui constitue une attaque directe et drastique contre les conditions d’existence de notre classe. Les secteurs les plus radicalisés du prolétariat ne descendent pas dans les rues les mains vides mais certains sont armés, comme le sont les plus radicaux au Chili qui ont dévalisé des armureries pour s’équiper en vue d’une confrontation plus violente avec l’Etat... certes, et encore une fois, pas suffisamment au vu des nécessités d’imposer un renversement du rapport de forces entre les classes. Plusieurs officiers et membres des forces de répression parmi les plus haïes par notre classe au vu de son expérience de lutte ces dernières années (« Gardiens de la Révolution », miliciens bassidjis, etc.) ont été tués en pleine rue ou dans des embuscades. Décidemment, en France comme en Iran, et partout à la surface du cauchemar capitaliste, « tout le monde déteste la police » et « la police déteste tout le monde »...

Comme on peut aisément le voir à travers ces quelques exemples, si « l’histoire de toute société jusqu’à nos jours n’a été que l’histoire des luttes de classes », nous sommes en train de vivre actuellement une accélération

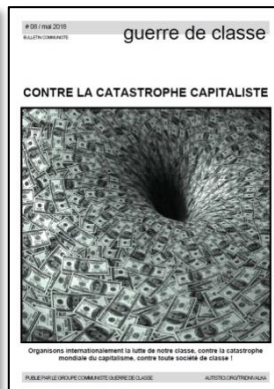
du processus de confrontation sociale, une dynamique montante d’exacerbation de la conflictualité des rapports de classe...

Quelles tâches les révolutionnaires peuvent-ils se donner ? Nous sommes au début d’une nouvelle période historique où il est très important que les processus apprennent par eux-mêmes. Notre parti, en tant que force sociale luttant pour le communisme, vit et se forme déjà sur le terrain de ces révoltes. En tant que minorités révolutionnaires, nous faisons partie du prolétariat et de ces luttes, nous ne sommes pas un parti à part [distinct, séparé], mais nous sommes ceux qui, comme le disait Marx, essayons de promouvoir et d’approfondir les déterminations du mouvement, en même temps que nous essayons de clarifier théoriquement notre pratique autour des objectifs généraux de la classe. Comme nous l’avons dit, le début d’une nouvelle phase de la lutte de classe, une longue période de révolution sociale marquée par la crise terminale du capitalisme, ne signifie pas que le communisme soit à nos portes. Nous sommes très loin d’une situation révolutionnaire : la capacité du prolétariat de se constituer en classe, en parti, est fondamentale pour cela ; la convergence entre les processus matériels de la lutte de classe et le programme historique communiste qui découle de ces mêmes luttes est essentielle. C’est pourquoi, les questions de clarification théorique et programmatique sont aujourd’hui si importantes. Notre lutte ne porte pas seulement sur les barricades du présent, mais aussi sur les leçons que l’on peut tirer des barricades du passé.

La route est encore longue et pourtant il n’y a pas de retour en arrière possible. Nous devons vivre la passion de la lutte mais aussi la lutte pour la clarté théorique et programmatique. [Grupo Barbaria]

A l’occasion de ce bulletin consacré au mouvement des « gilets jaunes » et à l’extension des luttes actuelles à travers le monde, nous publions pour suivre quelques documents provenant de ce mouvement et qui expriment la vitalité de la lutte séculaire de notre classe contre la tyrannie de la valeur, contre l’exploitation. Notre but n’est évidemment pas d’analyser ces événements pour simplement les comprendre, mais bien pour les transformer, pour bouleverser la quotidienneté historique de notre vie de misère de prolétaires qui nous étroit et nous étrangle, afin d’éradiquer définitivement le rapport social capitaliste de la surface de notre planète. Nous ne tenons pas à passer notre temps à décrire à longueur de pages les horreurs de cette société de mort et de souffrance ; nous ne tenons évidemment pas à nous enfermer dans un rôle passif et académique. Nous ne nous intéressons pas plus à la biologie du capital, et n’avons aucune intention de le décrire de manière objective. Nous avons tout au contraire la prétention de participer directement à sa destruction finale et de nous inscrire dans le mouvement de sa nécrologie. Et cela signifie de se placer résolument au cœur des événements qui se déroulent sous nos yeux, d’en être résolument partie prenante comme force agissante et déterminante...

★ Guerre de Classe – novembre 2019 ★



Téléchargez nos matériaux au format PDF sur autistici.org/tridnivalka

(2 décembre 2018)

LA VIE EST TROP CHERE POUR ETRE VECUE !

(Exploités NRV 31)

Nous sommes des travailleurs, précaires, des autoentrepreneurs contraints, des chômeurs à sec, des étudiants en galère, des lycéens promis à la misère, des retraités dans la merde. Nous sommes concernés par le mouvement des gilets jaunes : on n’a plus de thunes.

Aujourd’hui, après quinze jours de blocage continu, le gouvernement fait tout pour qu’on rentre chez nous. En appelant les « gilets jaunes » à se structurer. A cet appel, les opportunistes se bousculent au portillon. Ce sont souvent des militants de partis, parfois d’extrême droite, qui se cachent derrière le mot « peuple ». Dans la liste des revendications qui a été envoyée au ministère, il n’y a rien qui pourra arranger notre situation. Et surtout pas une « assemblée citoyenne », ou la « baisse des charges patronales ». Quant à ceux qui veulent nous faire croire que nous avons plus d’intérêts communs avec nos patrons qu’avec les prolétaires migrants du monde entier, ils sont au service du pouvoir et de la bourgeoisie.

Revendications : porte de sortie ou impasse ?

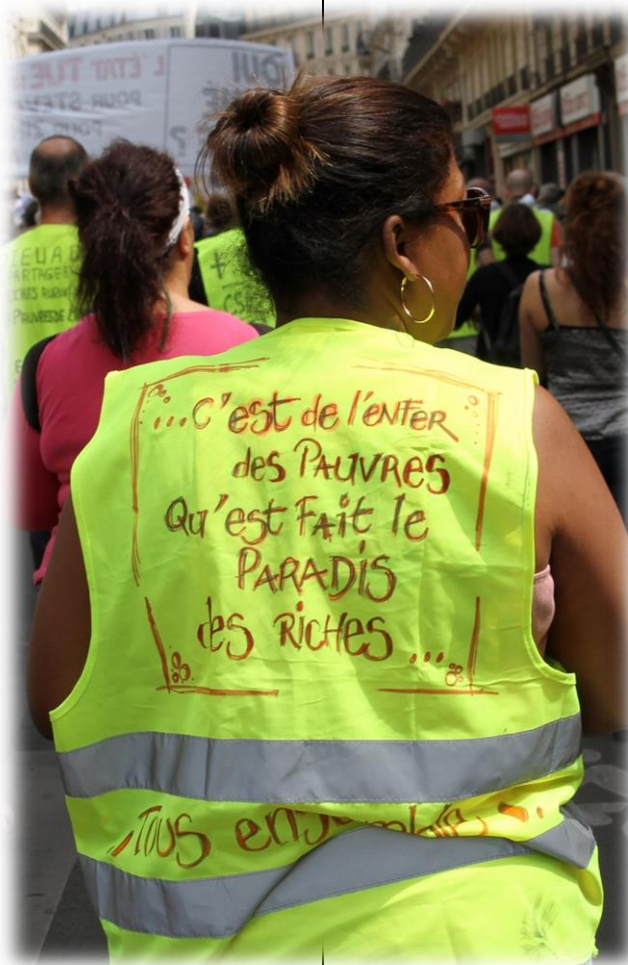
Certains gilets jaunes se disent qu’il faut bien qu’on ait des revendications. C’est faux. Proposer des revendications c’est donner une porte de sortie au gouvernement. Il signera n’importe quel accord pour le trahir ensuite, une fois le mouvement retombé, comme en Guadeloupe en 2009. Le mouvement à La Réunion nous montre la voie. C’est le gouvernement qui vient essayer d’éteindre le feu. Et malgré les quelques mesurette que la ministre leur propose, ils n’arrêtent pas. S’il y a autant de représentants opportunistes, de communiqués soi-disant officiels, c’est que nous manquons d’espace dans la vraie vie, pour discuter et agir. En cela nous ne nous donnons pas les possibilités de gagner. A ce rythme, on risque de s’épuiser.

Ce qui nous rassemble : nos conditions de vie, une vie trop chère pour être vécue.

Ce problème ne vient pas uniquement de l’État. Il touche à nos places dans cette société, au-delà des « taxes ». L’État et les patrons ont un intérêt commun : le « bon fonctionnement de l’économie ». Cela signifie l’aggravation de nos conditions de travail, de trans-

port, de logement, d’études, de soins, de vie quoi, que l’on soit français ou non, de la ville ou de la campagne.

De toutes parts, nous sommes attaqués. Le premier réflexe des gilets jaunes a été d’initier des blocages économiques. C’est une pratique de lutte à poursuivre. Mais n’attendons pas que les gens rejoignent les gilets jaunes.



Propageons le mouvement partout où nous sommes au quotidien.

Dans les entreprises, dans les lycées, dans les facs, dans les pôles emploi, dans les hôpitaux, dans les maisons de retraite, dans les CAF, à la sécu etc. Cette propagation passera par la grève, par les occupations, par les blocages, par les manif.

Il ne manque que notre imagination pour déployer la contestation plus loin que sur les axes routiers. Mais pour pouvoir agir de la sorte, développons des outils d’organisation à même de construire un tel mouvement. A Saint-Nazaire, les gilets jaunes occupent un bâtiment vide, pour pouvoir discuter en assemblée des stratégies à adopter.

Constituons des assemblées.

Dans la région toulousaine, aucune assemblée de lutte pérenne n’est annoncée pour pouvoir discuter de notre stratégie. Ni sur les points de blocage, ni ailleurs. On ne peut pas continuer à aller sur les points de blocage à l’aveugle, pour s’y retrouver tout seul.

Il s’agit aussi d’être rejoignables : ce mouvement, massivement soutenu, a la nécessité de créer des espaces pour que toutes celles et ceux qui le souhaitent puisse le rejoindre et le renforcer.

Partout où nous nous retrouverons, tenons des assemblées de lutte.

*La vie est trop chère pour être vécue !
La lutte est trop grande pour être récupérée !
Bloquons plus pour gagner tout*

**Des galériens en gilets jaunes
Exploités NRV 31**

Source : [# classe@riseup.net](http://www.classeenlutte.org/2018/12/02/mouvement-gilets-jaunes-la-vie-est-trop-cher-pour-etre-vecue)

(4 février 2019)

DEBOUT LES DAMNES DE LA TERRE ! DEBOUT LES FORÇATS DE LA FAIM !

FOULE ESCLAVE DEBOUT ! DEBOUT !

CONTRE LES EXPLOITEURS ET LES OPPRESSEURS !

IMPOSONS LE BIEN-ETRE SOCIAL !

(Gilets Jaunes Poitiers)

Marre des inégalités sociales et de la pauvreté !

Marre du mois qui se finit le 15, des baisses d'apl, des hausses de loyers, des augmentations des produits alimentaires, des taxes sur tous les produits de première nécessité et de l'énergie, marre des coupures d'électricité, des expulsions, du flicage au pôle emploi et à la CAF ou dans nos quartiers par la milice de l'Etat ! Marre de faire la queue pour bouffer ! Marre de payer et de se saigner pour ne même pas avoir de quoi survivre pour certains d'entre nous ! Marre de l'avenir réservé à nos enfants ! Marre de voir des quartiers, des villes, des départements et régions sinistrées par les fermetures de services publics ou d'entreprises... Marre de ne pas avoir notre mot à dire et de ne pouvoir décider de rien sur tout ce qui nous concerne !

Nous refusons notre sort ! L'Etat matraque, gaze et mutile ! Tandis que des voix s'élèvent et nous menacent de la mitraille !

Gilets Jaunes, allocataires vivant de l'allocation chômage ou du Rsa, grévistes, salariés, syndiqués, militants syndicaux, gens du voyage, Roms, sans-papiers, immigrés, jeunes des quartiers, retraités, personnes avec handicap, quels que soient notre sexe, notre sexualité, nos croyances, nos origines nationales..., c'est nous tous et toutes, le peuple travailleur, que l'Etat des milliardaires réprime. Tous les incarcérés victimes de la répression d'Etat doivent être libérés, les blessés obtenir réparation, et les policiers violents ne doivent pas connaître l'impunité. Derrière la répression d'Etat, ce sont les milliardaires qui sont coupables de crimes sociaux contre le peuple travailleur.

Unissons-nous et imposons nos besoins vitaux pour vivre décemment !

Leur richesse, c'est notre misère. 40 milliardaires français possèdent 320 milliards d'euros alors que nous sommes de plus en plus nombreux à vivre dans la misère avec ou sans travail ou sur le point d'y basculer. Mettons fin à cette société d'inégalités



qui n'enrichit que le 1%. Et ce ne sont pas leurs élections [...] et leur grand débat qui pourront imposer le bien-être social mais en nous unissant le plus largement et en nous mobilisant pour nos propres intérêts qui sont incompatibles avec ceux des milliardaires.

Nous n'avons rien ! Nous voulons tout ! Décrétons que la seule loi qui vaille, c'est le bien-être social de tous et toutes !

Pour imposer le bien-être social, organisons-nous partout en Assemblée ou en Comité de Gilets Jaunes et coordonnons-nous ! Débattons entre nous ! Ne laissons personne décider ce qui est bon pour nous ! Décidons par nous-mêmes de nos revendications, de nos méthodes de luttes, de nos modes d'organisation et de la société que nous souhaitons construire ! Nous sommes les gueux, les sans dents de cette société. Nous ne sommes rien à leurs yeux ! Soyons tout ! Finissons-en avec l'Etat des profiteurs et la mainmise sur toutes les richesses par moins d'un pour cent de milliardaires !

Nous ne décidons de rien ! Nous voulons décider de tout ! Voilà le chemin [...] pour le peuple travailleur !

Des Gilets Jaunes de l'Assemblée Constituante de Poitiers

(6 février 2019)

CONVERGEONS ET CONSTRUISONS UN MOUVEMENT DE GREVE INSURRECTIONNELLE FORMONS PARTOUT NOS ASSEMBLEES OU COMITES DE LUTTE POUR LA DIRIGER NOUS-MEMES (Gilets Jaunes Poitiers)

Nous, Gilets jaunes, mobilisés sur les ronds-points, dans les manifestations, organisés en assemblées [...] souveraines, menons depuis plus de deux mois une lutte contre l’Etat des milliardaires, les inégalités et la misère qui touche toujours plus d’entre nous alors que le 1% le plus riche se goinfre sur le dos du peuple travailleur.

Le gouvernement a reculé et les milliardaires nous ont craints ! Mais ce n’est pas suffisant.

Si ces dernières années, les luttes organisées, encadrées et menées par les bureaucraties syndicales n’ont pas fait reculer le gouvernement, notre mouvement a montré l’efficacité de la lutte quand on se dirige soi-même. Le gouvernement recule sur la taxation des carburants ou du gaz, sur le contrôle technique automobile, la vignette poids-lourds... Il augmente la prime d’activité et les grandes entreprises donnent des primes aux cheminots ou aux employés des EPHAD prétendant que ce n’est pas par peur qu’ils nous rejoignent !!! Rien que le fait de tenir à le dire... en dit long dans le sens inverse !!! Le gouvernement retarde aussi les prochaines attaques comme les ordonnances sur la loi alimentation, la réforme des impôts, etc... Et surtout, il retarde l’attaque sur les retraites !!! Pour autant, l’Etat recule le moins possible espérant l’essoufflement de notre lutte. Salariés, il faut battre le fer quand il est chaud.

Salariés et Gilets Jaunes, c’est la même lutte !

Nous menons le même combat, celui de tous ceux qui ne vivent que de leur travail, qui n’exploitent personne et qui ont du mal à exister avec un salaire bas, avec un emploi précaire, avec une petite pension, avec l’allocation chômage quand ce n’est pas avec le Rsa. Afin de mener la lutte ensemble, un peu partout en France, des liens entre gilets jaunes et salariés des entreprises se forment pour soutenir des grèves, diffuser des tracts aux entreprises, manifester ensemble. Parfois, des militants syndicalistes locaux favorisent la convergence mais les directions syndicales poussent les salariés à se méfier, à rester à l’écart, et diffusent les calomnies du pouvoir, accusant les gilets jaunes d’être violents, racistes, fascistes, homophobes, anti-syndicalistes... Cependant, même les centrales syndi-

cales ont été contraintes à manifester plusieurs fois avec les gilets jaunes, ce qui montre que leurs réticences étaient des prétextes.

Convergeons sur les bases de l’auto-organisation et de l’action directe du mouvement des Gilets Jaunes.

Pour une vraie convergence, les directions syndicales devraient tirer les leçons de leurs échecs cuisants et du succès des Gilets jaunes. Tel n’est pas le cas ! L’action directe n’est plus leur conception. La lutte inter-catégorielle a depuis longtemps été abandonnée par ces appareils qui éparpillent les grèves et refusent qu’elles soient dirigées par les grévistes eux-mêmes. Pas plus qu’ils ne veulent mener la lutte contre l’Etat des milliardaires. Aussi, si de nombreux militants syndicalistes luttent au sein des Gilets Jaunes, nous refusons toute récupération et toute mise sous tutelle, notamment des syndicats qui nous rejoignent avec retard et voudraient ré-encadrer la lutte, la calmer, la limiter, la ramener à quelque chose de plus classique. Notre intérêt n’est pas de suivre les appareils syndicaux, ni dans leurs appels au calme, ni dans leur mode d’organisation des luttes, service par service, hôpital par hôpital, l’hôpital séparé de l’enseignement et de la SNCF ou de l’Energie, des Aéroports, de La Poste. Notre intérêt, c’est de construire dans les entreprises comme partout, des comités et des assemblées de Gilets jaunes. La convergence des luttes entre les gilets jaunes et les salariés des entreprises ne doit pas être placée sous la direction des syndicats mais des travailleurs eux-mêmes.

Les directions syndicales veulent la consultation des citoyens. Nous voulons que le peuple travailleur décide tout ce qui le concerne.

Nous refusons de mettre de côté les objectifs politiques des gilets jaunes, notamment ceux qui remettent en question l’Etat des milliardaires, nos modes de luttes insurrectionnelles qui refusent entre autres l’encadrement policier, les objectifs révolutionnaires qui refusent que les milliardaires s’enrichissent sans cesse pendant que le peuple travailleur n’a que le droit de se serrer la ceinture. Les appareils syndicaux, intégrés à l’appareil d’Etat qui les finance et détermine leur fonctionnement, ne peuvent mener une lutte s’en prenant directement au pouvoir d’Etat des milliardaires qu’ils reconnaissent. Ils ne remettent pas en cause la direction des milliardaires sur toute la société. Tout au plus veulent-ils que nous soyons consultés comme dans les entreprises avec le résultat que nous connaissons. Nous ne voulons pas être consultés ! Nous voulons décider de tout ce qui nous concerne. Nous ne voulons plus être dirigés ou gouvernés mais nous diriger et nous gouverner nous-mêmes.

Soyons tous Gilets Jaunes et faisons table rase de la société des milliardaires !

Des Gilets Jaunes de l’Assemblée Constituante de Poitiers



Source : <https://www.facebook.com/gilets.jaunes.poitiers/photos/a.1302417909900771/1358626977613197> # giletsjaunespoitiers@tutanota.com

(17 mars 2019)

PARIS EST À NOUS (ACTA)

Jamais les Champs-Élysées n’avaient aussi bien porté leur surnom de « plus belle avenue du monde ». Le temps d’une journée, l’artère symbole du luxe et de la marchandise est devenue l’incarnation d’une puissance commune retrouvée.

Certes, le dispositif a réussi à contenir l’essentiel du désordre au niveau des Champs et de ses alentours immédiats – malgré quelques tentatives, plus ou moins réussies, d’excursions sauvages. L’Acte XVIII a gagné en intensité ce qu’il a perdu en extension géographique. Mais il suffisait de voir les Gilets Jaunes scander « révolution ! » tout au long de l’après-midi. Il suffisait de voir la foule détacher puis soulever l’immense plaque en métal qui protégeait la boutique Bulgari, et la porter à bouts de bras pour charger la police en chantant « On a gagné ! On a gagné ! ». Il suffisait de voir les banderoles s’approcher à quelques mètres de l’Arc de Triomphe, les DAR reculer et prendre la fuite derrière l’immeuble Louis Vuitton face aux assauts des manifestants. Bref, il suffisait d’y être pour comprendre que malgré le déséquilibre évident du rapport de force circulait une détermination folle, un sentiment de confiance diffuse : *les gens n’avaient plus peur*. En vérité, ce qui importe dans une émeute n’est pas la quantité objective des dégâts matériels, le nombre de vitrines brisées, de cailloux jetés ou de voitures calcinées. Non, ce qui compte est *qualitatif* : c’est l’énergie collective déployée, et ce que ce déploiement induit quant à la transformation des consciences. Non pas les pertes statistiques infligées à l’ennemi mais les forces politiques et idéologiques libérées au sein du peuple.

Car si médias et gouvernement insistent à tel point et de façon si obsessionnelle sur les « 1500 ultra-violents » qui auraient organisé la violence, c’est pour dissimuler le fait moins avouable qu’en réalité, samedi 16 mars, *tout le monde*, tous ceux qui étaient présents sur les Champs et autour ont participé d’une manière ou d’une autre à l’émeute.

Contrairement à ce que l’on pouvait observer lors des premiers actes du mouvement, nul n’a songé hier à s’interposer devant le pillage des magasins, la destruction des boutiques de luxe ou les affrontements avec la police. Au contraire, chaque éclat, chaque coup de marteau s’accompagnait d’acclamations enthousiastes. Pour les milliers de personnes présentes, tout cela semblait parfaitement logique – pour ainsi dire *normal*. Comme le résume le journal *Le Monde*, frappé d’une lucidité soudaine : « Les premières semaines du mouvement, il y avait toujours des manifestants pour protester contre les pillards. Cette fois, rien. »

Et c’est ce qui fait si horreur au gouvernement : l’impossibilité évidente d’introduire une quelconque division à l’intérieur des subjectivités en prise avec l’événement. Horreur de voir de paisibles pères et mères de famille se prendre en photo tout sourire au milieu de l’avenue assis sur les canapés en velours du Fouquet’s qui crame quelques mètres plus loin – au lieu de se dissocier des « casseurs », comme Castaner les y encourage à longueur de discours. Mais tous ces discours sont vains, inaudibles : l’arrogance du pouvoir et la brutalité de sa police ont atteint de tels degrés qu’il n’y a plus de place pour la dissociation.



C’est une preuve de plus de ce que tout soulèvement populaire ébranle ceux qui y participent, fait évoluer leurs convictions et leurs certitudes au contact de la pratique. Aujourd’hui, le pacifisme de principe et la naïveté à l’égard des appareils répressifs de l’État ont (presque) totalement disparu des cortèges de Gilets Jaunes. Avis à ceux qui, il y a quelques semaines encore, prétendaient pouvoir les ranger dans telle ou telle case, leur assigner telle ou telle identité idéologique intrinsèque.

Mais qui est le premier responsable de cette « radicalisation » progressive des Gilets Jaunes, qui a fait en sorte de les convaincre que seul l’antagonisme paye, sinon le gouvernement lui-même ? En cédant début décembre, en lâchant après trois semaines d’insurrection ce que le mouvement social traditionnel n’avait pas été capable d’obtenir en plusieurs décennies, Macron a confirmé (si besoin était) la leçon suivante : l’État n’entend les besoins populaires que lorsqu’il y est contraint, que lorsqu’à la lettre, *il ne peut plus faire autrement*. Les Gilets Jaunes l’ont parfaitement compris. « On a pris conscience qu’il n’y a que quand ça casse qu’on est entendu » (Johnny, 37 ans, directeur d’un centre de loisirs) ; « C’est génial que ça casse, parce que la bourgeoisie est tellement à l’abri dans sa bulle, qu’il faut qu’elle ait peur physiquement, pour sa sécurité, pour qu’ils lâchent » (Anne, factrice toulousaine, 33 ans).

Que le mouvement puisse de nouveau présenter un tel niveau de conflictualité après 18 semaines d’existence est déjà, en soi, un fait remarquable. Mais l’ultimatum du 16 mars ne visait pas à se contenter d’un dernier chant du cygne, aussi flamboyant soit-il, avant liquidation. Rien ne saurait être plus dangereux que de se satisfaire de la journée de samedi. Elle n’a de sens qu’à faire office de tremplin, de bifurcation : il s’agit de se servir de cette date pour enclencher une nouvelle phase, construire un printemps de lutte. Les fortes mobilisations parallèles pour le climat et contre les violences policières confirment que l’enjeu d’une coagulation est brûlant. Car l’émeute, même répétée, n’est pas à elle seule un moyen d’action suffisant. Elle a besoin de s’articuler à une relance des blocages économiques et à la poursuite d’un travail de clarification politique et stratégique. Éric Drouet l’a reconnu dès samedi soir : les marches encadrées n’ont servi à rien. Seuls le débordement continu des cadres imposés et le sabotage disséminé de l’économie elle-même sont susceptibles de mener le mouvement à la victoire. D’ailleurs nous n’avons pas le choix : les premiers éléments de la riposte répressive laissent entrevoir ce que signifiera, pour tous, l’écrasement du mouvement en cours.

Source : <https://acta.zone/paris-est-a-nous/>

(18 mars 2019)

“RÉVOLUTION, RÉVOLUTION, RÉVOLUTION !” :

LES GILETS JAUNES S’INVITENT SUR LES CHAMPS-ÉLYSÉES

(Rouen dans la rue)

« S'ils veulent un responsable, il est devant vous. Qu'ils viennent me chercher. »

Ainsi s'exprimait Macron le 24 juillet 2018 devant un parterre de parlementaires en pleine affaire Benalla, devenue depuis un scandale d'État. Plein de mépris et de suffisance comme à son habitude, le président se la racontait un peu, niveau cour de récré. Le 2 décembre 2018 les supporters de l'OM répondaient à la provocation de Macron en lançant ce qui allait devenir LE chant du mouvement. « Emmanuel Macron oh tête de cong (sic) on vient te chercher chez toi ! »

Cette fois-ci ça n'était pas une fanfaronnade. Depuis le 17 novembre les gilets jaunes ont essayé et réessayé d'aller chercher Macron chez lui. À l'Élysée. Le 8 décembre, un hélicoptère était prêt à exfiltrer Macron de l'Élysée transformé en bunker pour l'occasion. La seule raison pour laquelle les gilets jaunes ont échoué tient à l'immense dispositif de sécurité dont bénéficie Macron. La police constitue le dernier rempart

de ce régime et de son gouvernement. Il se dit même que l'ensemble des forces de police déployées pour protéger l'Élysée samedi dernier a fait défaut pour pouvoir sécuriser les Champs-Élysées. Mauvais joueur Macron se la pète à la récré puis file aussitôt se cacher derrière les surveillants.

On pourrait aisément se moquer de ces gilets jaunes qui chantent en permanence qu'ils vont chercher Macron chez lui mais qui échouent toujours à le faire. Mais ce n'est pas tant au corps de Macron que les gilets jaunes veulent s'attaquer qu'au monde qu'il représente et dont il est la plus parfaite incarnation. Le monde des élites et de son mépris pour « les gens qui ne sont rien », le monde des oligarques qu'on n'hésitait pas à appeler les bourgeois il n'y a pas si longtemps. Le monde des gestionnaires du capital et de la finance qui viennent faire la leçon en permanence à ceux qui galèrent quand ils se vautrent dans le luxe le plus honteux. Le monde de ceux qui fêtent leur victoire présidentielle au Fouquet's ou qui part au Ski le week-end quand Paris brûle. Le monde de ceux qui feront tout pour que ce système perdure.

C'est ce monde-là que les gilets jaunes sont venus chercher et ont su trouver samedi dernier sur les Champs-Élysées. Destruction et pillage systématique des enseignes de luxe, distribution gratuite et sauvage de chocolat, de bijoux, de vêtements et autres denrées au prix généralement inabordable, saccage consciencieux de ce que certains appellent la plus belle avenue du monde, assauts successifs sur les forces de l'ordre chargées de protéger ce monde, et enfin sacrifice du Fouquet's qui symbolise à lui seul le mépris présidentiel et le monde dans lequel évoluent les puis-

sants. On y brunch pour 95 €. Entre-soi. Et loin des gueux.

L'avenue des Champs-Élysées n'est pas notre avenue. Que nous soyons capables de faire la fête sur les ruines de leur vieux monde constitue évidemment pour les bourgeois une raison d'effroi considérable. Car c'était bien un sentiment de fête qui animait les gilets jaunes sur les Champs-Élysées malgré la peur, le sérieux et la détermination collective. Le gouvernement pourra communi-

quer tant qu'il veut pour nous taxer de complices du pire, ou de criminels. La désinvolture avec laquelle certains d'entre nous s'étaient installés sur une nouvelle terrasse improvisée à partir du mobilier du Fouquet's en plein milieu des Champs-Élysées fumants montre assez que nous ne nous vivons pas comme des criminels et que nous pensons être dans notre bon droit.

Si Macron n'avait pas pris l'hélicoptère le 8 décembre, il a bien été forcé de le prendre ce 16 mars. C'est là-bas, en pleine opération de communication sur des pistes de ski, que nous sommes allés le chercher cette fois pour le faire rentrer de toute urgence. En lui interdisant de faire comme si rien ne se passait.

« Veni, vedi, vici » disait un empereur peu sympathique.

Samedi dernier nous sommes venus, nous avons vu, nous avons vaincu. Quoi précisément ? Impossible de le dire. Mais pour la première fois depuis le début du mouvement la foule scandait unanimement « **révolution, révolution, révolution** ».



Source : <https://rouendanslarue.net/revolution-les-gilets-jaunes-sinvitent-sur-les-champs-elysees> # rouendanslarue@riseup.net

(26 mars 2019)

16 MARS : LA GUERRE DES PAUVRES (des gilets jaunes parisiens)

L'Acte 18 a été marqué par la destruction massive des enseignes de luxe sur les Champs-Élysées, ainsi que la réappropriation généralisée et systématique de tout ce qui s'y trouvait. Face à l'offensive médiatique actuelle qui décrit ces vols comme les actes de pilliers et pilleuses apolitiques, nous souhaitons restituer notre version de la journée de samedi, en guise d'éloge politique du pillage populaire.

En rentrant samedi soir, on va sur BMFTV, petit plaisir coupable de voir transpirer les éditorialistes : on n'est ni déçus ni

surpris, le même discours convenu s'épuise à imposer sa lecture criminalisante, s'acharne à construire la panique autour des fameux casseurs. Dans le langage médiatique, les gilets jaunes sont autant de foules sauvages, de voyous, de vandales, qui saccagent, pillent et brûlent dans un déferlement de violence qui ferait pâlir les organisations terroristes les plus ambitieuses. Les médias redoublent de superlatifs, aucun mot n'est assez fort pour caractériser la situation : pour France TV Info "La plus belle avenue du monde [est] dévastée", pour Le Monde c'est un "déferlement de rage". Alors, devant les images de catastrophe du Fouquet's en flammes, devant BFM, on se dit que les gilets jaunes ont quand même la classe.

Les médias, chiens de garde du pouvoir et de la propriété privée

Le lexique de la sauvagerie préside : des "assassins" aux "saccages" en passant par les "complices", les Champs-Élysées se transforment en territoire de guerre chaotique, envahie par des raids vikings et des hordes de barbares en masque à gaz. Ce qui se joue ici, c'est la dépolitisation de l'émeute d'une part, la déshumanisation des manifestants d'autre part. Il s'agit pour les médias de présenter le pillage et la destruction comme des actes incompréhensibles, réélusés sous l'emprise d'une foule haineuse, comme si les gens étaient *devenus fous*.

Si les médias sont bien obligés de reconnaître un caractère politique à la casse de banques, dans le cas des grands magasins des Champs il est plus facile pour eux de dresser un nouveau portrait du manifestant : celui du pillier qui voudrait seulement s'en mettre plein les poches. Ainsi, l'Obs fait bien la différence entre "l'ultra-gauche", représentée par "ceux qui ne veulent que soulager une brutalité à laquelle n'importe quel prétexte idéologique ou revendication catégorielle pourrait servir de drapeau circonstanciel" d'un côté, et "quelques casseurs (...), c'est-à-dire des opportunistes qui en profitent pour faire leur marché" de l'autre. Toujours le même imaginaire envahit les lignes éditoriales, y compris dans la distinction entre "l'ultra-gauche" et "les casseurs". Un imaginaire absolument colonial et raciste, qui vient construire les révoltés comme des "envahisseurs", des étrangers (donc pas des "vrais Gilets Jaunes"), des "sauvages" – au sens de "à civiliser". Les révoltés font partie des "classes dangereuses". Aux États-Unis mais aussi dans beaucoup de pays du Sud ou sinistrés, les termes de *looting* (pillage) ainsi que les vocabulaires de "l'émeute" sont convoqués à volonté par les médias et la police, pour dépolitiser toute forme de révolte, d'auto-organisation et d'auto-défense



des quartiers populaires et des populations non-blanches qui se révoltent. Dans ce jeu-là, les médias se font les relais de la propagande policière, celle bien analysée par Mathieu Rigouste dans sa généalogie esclavagiste et coloniale (dans *La domination policière*). Toutes les techniques de maintien de l'ordre se sont fondées "à partir de répertoires coloniaux" et esclavagistes :

« *L'une des ancêtres de la police moderne, la maréchaussée, a été fondée sur la plantation esclavagiste pour chasser les marrons. Auto-organisés en réseaux, les anciens esclaves en fuite pratiquaient le sabotage et la destruction des biens des maîtres. Ils étaient représentés comme des bêtes sauvages pour justifier qu'on leur donne la chasse. Car en plus de combattre l'ordre plantocratique, au bout de leurs fuites, les marrons n'ont jamais cessé de rejoindre ou de créer, de faire vivre et de défendre des communes libres et autonomes.* »

Au lieu de la noble révolte, celle dont parle la République à travers les tableaux de Delacroix et la prise de la Bastille, « la mise en scène de "l'émeute" » sert à « dépeindre les insoumissions des dominés comme une forme de sauvagerie » et « fournir une arme politique pour soumettre les damnés intérieurs ». Et la construction de la sauvagerie justifie ainsi la "chasse", les violences policières, et donc la domination par la violence.

Ceux et celles qui ont décidé de condamner moralement ce qui s'est passé samedi ont choisi le camp de l'ordre établi dans cette guerre sociale. Les médias bourgeois jouent leur rôle de chiens de garde, mais d'autres se dévoilent, comme le journal L'Humanité, qui réduit ces actes – de révoltes de classe – à des "exactions". S'ils sont choqués par les pillages, nous sommes, nous gilets jaunes, choqués que ces pillages n'arrivent pas plus souvent, vu l'obscénité des objets et des prix affichés dans les vitrines.

Alors c'est qui les pilleurs ?

Tout ce discours contribue à retourner la responsabilité, et à effacer le fait que le pillage est d'abord massif, structurel : capitaliste, colonial et néocolonial. Car qui pille ? Qui a spolié les terres et qui collabore encore avec plaisir avec des pays esclavagistes comme la Libye ? Qui continue la colonisation en intervenant au Tchad ? Hugo Boss a fait fortune grâce aux nazis, et eux-mêmes ont tiré leur entreprise génocidaire des pratiques coloniales. Les premières malles Vuitton n'ont-elles pas servi les colons et accompagné les "voyages" des "explorateurs" et leurs génocides coloniaux ? Louis Vuitton ne tenait-il pas son stand à l'Exposition Coloniale ? Aujourd'hui, LVMH, qui possède Louis Vuitton et Bulgari, a fait exporter à Madagascar une partie de la production pour certaines de ses filiales. Non-content d'exploiter des ouvriers en France, le groupe profite de la persistance des rapports coloniaux pour exploiter les ouvriers non-blancs dans les anciennes colonies françaises. Le Groupe Barrière, à qui appartient le Fouquet's, n'a-t-il pas installé des hôtels de luxe à Marrakech, ainsi qu'un confortable casino à Abidjan pour donner du repos à tous les néo-colons venus faire leur argent sur les dos et avec le sang des ivoiriens ? Les Champs-Élysées sont le théâtre chaque année d'un 14 juillet qui célèbre sa grande armée coloniale, celle qui viole des enfants en Centrafrique. Doit-on continuer la liste ?

Mois de mars : augmentation spontanée du SMIC

Pourtant, à rebours de ce que répètent les médias et les syndicats de police, **nous y avons senti des actes logiques, préparés ou non, mais stratégiques et politiques**. Ce 16 mars, nous avons observé une immense opération de redistribution et de partage, un grand marché gratuit, la réappropriation populaire et joyeuse de ce qui est produit avec la sueur des pauvres.

Cette opération répondait d'abord à des nécessités matérielles et représente avant tout une contestation active du système de production capitaliste et de l'inégalité entre les classes sociales : les beaucoup sont pauvres et exploités, les peu sont riches et exploitent, donc les beaucoup prennent aux riches et redistribuent entre les pauvres. Les Gilets Jaunes, c'est la révolte de ceux et celles qui sont contraints de travailler pour survivre et qui, même avec ça, n'ont pas assez d'argent pour finir le mois. Piller les magasins des Champs-Élysées, c'est un moyen de subvenir à ce manque d'argent sans se faire exploiter. L'ISF a effectivement été prélevé à la source, avec une bonne partie de marchandises volées. On espère que les sacs, habits, bijoux récoltés permettront à beaucoup de compléter leurs salaires, et [que] cette auto-augmentation du SMIC signifiera une fin de mois de mars plus sereine.

Cette grande fête de la gratuité était aussi une riposte face à la violence de ces lieux, grandes vitrines des boutiques de "luxe" et de "prestige". Toutes ces marchandises qui sont faites pour les riches et uniquement pour eux : autre moyen d'asseoir sa domination de classe par l'indécence. Car il est indécent de payer une nuit au Fouquet's 15 000 € quand des gens crèvent dans la rue. Cette violence directe se double d'une violence symbolique : les pauvres n'ont pas le droit de cité dans ces endroits, ne peuvent pas rentrer chez Hugo Boss ou au Fouquet's sans qu'on leur fasse sentir que *ce n'est pas leur place*, ou qu'on les raccompagne directement à la sortie s'ils ont l'air trop pauvres, ou s'ils sont noirs ou arabes.

Or c'est bien là le problème avec ce qui s'est passé samedi, c'est ça qui fait horreur aux riches : si tout le monde a accès au luxe, *ça n'est plus du luxe*. Symboliquement, les pillages de samedi, c'est encore une manière de retourner la domination de classe. Ça permet de leur faire comprendre que ce avec quoi ils essayent de faire saliver, l'opulence qu'ils veulent vendre, quand les Gilets jaunes en ont envie, ils l'arrachent d'un coup, sans demander, et en les faisant trembler. Les Gilets jaunes ne pillent pas pour se conformer à leur idéal de luxe, mais pour détruire leur modèle, parce que leur idéal les écrase. Ils brûlent le Fouquet's pour que plus personne n'y soit jamais humilié. Ces lieux qui leur sont habituellement interdits, samedi les gilets jaunes en étaient les rois et les reines.

Ces grandes marques voudraient faire rentrer les Gilets jaunes dans leur modèle de jouissance, mais leur bonheur vient d'ailleurs, comme l'a compris l'Obs : "les casseurs sont passés à l'acte. Telle est leur jouissance." Les pillages se sont faits dans l'allégresse, collectivement. Hugo Boss a été saccagé, et les vêtements lancés à tout le monde, en surgissant des vitrines brisées du magasin comme des feux d'artifice. Devant le Bulgari, c'est toute la foule qui s'est attelée à décrocher l'immense plaque de métal, et qui l'a portée pour la lancer sur les flics. Des jeunes étaient surexcités d'avoir trouvés des maillots du PSG, dans la nasse des groupes jouaient au ballon (également volé), un père se réjouissait des cadeaux qu'il allait pouvoir ramener à son fils, chacun échangeait ses trouvailles en fonction des tailles et des goûts. La jouissance gilet-jaunée ne vient pas du profit individuel. Tout le butin était joyeusement partagé entre tous et toutes. La jouissance gilet-jaunée vient de la prise de conscience d'une force collective... aux cris de "Révolution !".

Les pilleurs furent pillés. Ils ont eu peur, et la police a été maintenue à distance. Les grands organisateurs des plus grands saccages historiques systématisés ont goûté un peu au retour de bâton. S'ils s'en sont offusqués, tant mieux. Le temps d'un après-midi, le monde fut remis à l'endroit.

(2 avril 2019)

GILETS JAUNES COMMUNIQUE DE VICTOIRE N°1 (Les Gilets Jaunes du rond-point du Campanile)

Victoire : la colère que chacun pensait ressentir solitairement a rencontré celle du plus grand nombre !

Victoire : les Gilets Jaunes ont brisé dans la population le sentiment d'accablement et de fatalité qui donnaient aux puissants la certitude d'avoir définitivement gagné !

Victoire : les ronds-points, zones sans vies et très coûteuses pour les communes, sont devenus des lieux humains de rencontres et de partages !

Victoire : ce qui était destiné à gérer la circulation pour en accélérer encore la fluidité- productivité se sont transformés en espaces où le temps se dépense sans compter à bavarder directement sur la vie et le monde !

Victoire : le terrorisme d'Etat mené à coups de mutilations, de LBD 40, de menaces militaires et pratiquant une brutalité sans pareil n'a pas réussi à stopper la poursuite, semaines après semaines, les manifestations et rassemblements. !

Victoire : malgré l'hiver, le froid et la pluie, les Gilets Jaunes ont continué à tenir partout les ronds-points !

Victoire : l'Etat doit sortir les blindés et mettre à bas le masque des mensonges sur la démocratie !

Victoire : les services de police et de surveillance sont pris à contre-pied et se trouvent confrontés en permanence à des situations dont la logique leur échappe !

Victoire : le mouvement des Gilets Jaunes a permis de mettre fin au faux consensus dans la société, et de voir, enfin, qui sont ceux qui souhaitent un mieux-être commun et qui sont ceux qui ne pensent qu'à leurs seuls intérêts !

Victoire : malgré tous les coups, mensonges, calomnies, insultes, mépris que n'ont eu de cesse de déverser médias et politiques, les Gilets jaunes ne sont pas mêlés de polémiques et de faux débats !

Victoire : partis d'une opposition aux taxes, les Gilets Jaunes sont entrés sur le terrain d'une remise en cause radicale de la société !

Victoire : les étiquettes, automatismes et fétiches politiques ont été mis au rancard au profit de pratiques concrètes !

Victoire : après quatre mois d'existence le mouvement n'a pas l'intention de se trouver un leader, au grand dam des autorités qui n'ont personne à se mettre spectaculairement sous la dent !

Victoire : face à la terreur d'Etat, les capacités créatives et collectives des Gilets Jaunes inventent sans cesse de nouvelles stratégies !

Victoire : les partis politiques sont, parmi les Gilets Jaunes, regardés avec hostilité !



Victoire : après des décennies d'humiliation, d'isolement et d'écrasement, des dizaines de milliers, des centaines de milliers de personnes relèvent la tête !

Victoire : le mouvement des Gilets Jaunes inspire des millions de personnes sur toute la planète !

Victoire : au soir du 1^{er} décembre le Medef a demandé à ses adhérents de « lâcher du lest vis-à-vis des salariés » « au risque de tout perdre »... !

Victoire : confronté à la quantité et à la qualité des discussions, recherches, inventions et échanges, le « Grand Débat National » est apparu pour ce qu'il est : une grotesque comédie dont les seuls bénéficiaires sont destinés aux dirigeants !

Victoire : il est de plus en plus fréquent d'entendre des Gilets Jaunes refuser de se plier à cette fausse division entre casseurs et pacifistes (!) !

Victoire : les Gilets Jaunes sont et restent le cauchemar des décideurs, des autorités et des prédateurs en tous genres !

Victoire : le mouvement se construit lui-même et au fur et à mesure, dans une grande confiance à l'égard de sa popularité et la plus grande défiance vis-à-vis des méthodes obsolètes d'organisation !

Victoire : les Gilets Jaunes remettent au centre des discussions et réflexions la question de la société dans son ensemble et pas seulement des préoccupations liées au travail ou à des secteurs particuliers !

Victoire : la plupart des politiciens polémiquent ridiculement entre eux pour savoir qui est « le plus Gilet Jaune » ou qui « [les] avait annoncés avant tout le monde », pendant que les Gilets Jaunes les regardent avec indifférence, mépris ou moquerie, selon les jours !

Victoire : le gouvernement a été ridiculisé par l'ONU qui l'accuse de « usage abusif de la force et de restriction grave aux droits de manifester » !

Victoire : les réseaux sociaux apparaissent finalement inadéquats à cette soif de rencontres, d'échanges et de coordinations directs entre les gens !

Victoire : l'égalité, la bienveillance et la tolérance sont les principes intangibles auxquels, dans les faits, se tiennent les Gilets Jaunes !

ET C'EST LOIN D'ÊTRE FINI !

Les Gilets Jaunes du rond-point du Campanile, dit le rond-point d'Olivier en hommage à notre ami tué le 20 décembre 2018 Villeneuve-sur-Lot le 28 mars 2019

(2 avril 2019)

QU'EST-CE QUE LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES ?

(GARAP – Groupe d'Action pour la Recomposition de l'Autonomie Prolétarienne)

Apparu via des réseaux sociaux et à l'insu des habituelles structures de pacification sociale (syndicats et partis politiques de gauche et d'extrême-gauche), le mouvement des **Gilets Jaunes (GJ)** visait initialement à s'opposer à une hausse annoncée par le gouvernement de la taxe sur les carburants. Ce mouvement a pris des formes diverses : blocages de ronds-points ou de plateformes logistiques, opérations « péage gratuit », manifestations souvent accompagnées d'affrontements avec les forces de l'ordre, attaques contre des locaux politiques de tous bords et des symboles du capitalisme (commerces de luxe, agences immobilières, banques...). Ayant jeté dans la lutte des fractions de la classe ouvrière dont le quotidien est rythmé par les **nécessités de la survie**, le mouvement des GJ dément, par sa longueur même, les pronostics des prétendus « experts » annonçant, semaine après semaine, son « essoufflement »... depuis maintenant quatre mois !

S'il ne parvient toujours pas à **s'extraire totalement de l'impasse nationaliste** (la croyance en un « peuple français » ayant des intérêts communs, au-delà de l'opposition entre exploités et exploités) et qu'il continue à s'illusionner quant à son caractère non-partisan (toutes les « personnes de bonne volonté » seraient les bienvenues chez les GJ... y compris des fachos !), il a néanmoins su **dépasser sa revendication initiale** et a obtenu du gouvernement Macron-Philippe des concessions sur plusieurs points : annulation de la hausse de la CSG pour une partie des retraités, gel des taxes sur les carburants et des tarifs de l'électricité et du gaz, plafonnement des frais bancaires liés au découvert, etc...

Le gouvernement a été contraint de lâcher du lest à certains agents publics (des finances publiques, des douanes, des EHPAD et même de la police nationale) par crainte de les voir se solidariser des GJ, et estime qu'il est désormais de son devoir de ne plus rien céder et de briser le mouvement par la terreur étatique

afin d'en faire un (contre-) exemple. Une **grève générale illimitée** venant frapper la bourgeoisie au cœur du rapport social capitaliste, dans les entreprises et la fonction publique, serait un pas décisif vers l'extension et la radicalisation du mouvement des Gilets Jaunes.

À côté de cela, les syndicats refusent (évidemment !) d'appeler à ce type de grève dans les secteurs d'activité où leur influence reste importante (fonction publique, grandes entreprises privées), et ont rédigé - à la demande du gouvernement - un communiqué condamnant la violence... des Gilets Jaunes !

Les partis politiques ne sont pas en reste. Ceux de gauche et d'extrême-gauche tentent d'éteindre l'incendie en proposant aux Gilets Jaunes des solutions éculées (élections, présentées comme un prélude à d'hypothétiques réformes « sociales » en cas de victoire). Les partis ouvertement réactionnaires (LR, RN), après avoir soutenu démagogiquement le mouvement en y projetant leurs **fantasmes chauvins**, ont paniqué lorsque la **question sociale** est devenue centrale, et ont alors applaudi les exactions de la police et demandé un énième renforcement de l'arsenal répressif.

Ce dernier, déjà abondamment utilisé contre les GJ (des milliers d'arrestations/contrôles préventifs, plus de 800 peines de prison prononcées par la « justice », des dizaines de manifestants mutilés à vie par les grenades et les lanceurs de balle de défense des flics...), est pourtant sans cesse renforcé. Cela renseigne sur la détermination suicidaire de la bourgeoisie à poursuivre sa politique de pillage, - à l'instar d'un Laurent Nuñez, ancien chef de la DSGI (de la police politique) devenu secrétaire d'État, affirmant que tous les manifestants seront désormais considérés par les pouvoirs publics comme des émeutiers.

Pourtant, ni le recours aux militaires, aux blindés et aux drones ni les bobards d'une presse détenue par des ordures milliardaires n'ont réussi à étouffer le retour de la colère prolétarienne. En dépit de la répression et de la propagande, les bourgeois et leurs instituts de sondage doivent néanmoins reconnaître avec effroi qu'une personne sur deux dans ce pays soutient encore les gilets jaunes et - pire encore - que **50 % des ouvriers et des employés souhaitent une révolution** (sondage IFOP pour Atlantico, mars 2019) !

De la France au Soudan, de l'Algérie à la Hongrie, les exploités se réveillent et font face à la même répression des chiens de garde de la bourgeoisie.

Cette dernière, sous ses divers masques (religieux, laïc, démocrate, nationaliste...), a tout à perdre. Nous n'avons à perdre que nos chaînes. **Ce sera nous ou eux.**



Source : <https://garap.org/leptitrouge/leptitrouge08.php> # contact.garap@protonmail.com

(22 avril 2019)

GILETS JAUNES (OU PAS) POUR UN 1^{ER} MAI DE COMBAT ACTION DIRECTE ANTICAPITALISTE (*nosotros.proletarios*)

Le puissant mouvement social qui ébranle la France, connu sous le nom des « gilets jaunes », entre maintenant dans son sixième mois de lutte sans discontinuer, avec son hétérogénéité et sa confusion bien sûr, mais aussi avec son refus de se plier à la loi et à l’ordre bourgeois, d’être encadré par des partis politiques et des syndicats, avec son refus de toute représentation ou délégation de son pouvoir d’action, avec toute sa force et sa détermination, mettant ainsi quelque peu à mal les caractéristiques générales des luttes prolétariennes telles qu’elles se sont développées ces dernières décennies.

☞ Et cela, malgré la répression policière : les centaines de blessés graves, les manifestants éborgnés et les mains arrachées, les traumatismes dus aux tabassages brutaux, les milliers de grenades en tous genres tirées dans les cortèges, l’utilisation d’armes de guerre et de véhicules blindés d’assaut face aux manifestants, les milliers d’arrestations, les rafles dans les gares et les dizaines de milliers de contrôles préventifs les jours de manifestation, le bouclage des zones de rassemblements, le déploiement de militaires de l’opération « Sentinelle » (dite « antiterroriste ») dans le dispositif de maintien de l’ordre bourgeois, la dislocation des ronds-points occupés et autres lieux de lutte, de discussion et d’organisation du mouvement.

☞ Et cela, malgré la répression judiciaire : les centaines de condamnations à la prison ferme, les milliers de condamnations avec sursis en guise d’avertissement, les interdictions de manifester, la « loi anticasseurs », les assignations à résidence.

☞ Et cela, malgré la répression journalistique : tous les mensonges publiés dans les torchons de la classe dirigeante, justes bons à allumer un brasier, tout le mépris de classe que les larbins journalistes-flics et autres idéologues de l’Etat expriment à notre égard, nous « les gueux », « la vile populace », « la plèbe », « la canaille », « la racaille », nous autres prolétaires.

☞ Et cela, malgré la répression syndicale : ces officines étatiques (qui n’ont plus rien, ou même n’ont jamais rien eu, d’ouvrier) dont la mission essentielle est précisément d’empêcher et le cas échéant d’encadrer, d’étouffer, de légaliser et de ramener sur une voie de garage inoffensive, l’explosion de notre rage dévastatrice de prolétaires en colère, que nous soyons porteurs de gilets jaunes ou pas, en lutte contre l’exploitation et la misère.

☞ Et cela, malgré le mépris hautain affiché par la plupart des sectes de l’ultra-gauche (autoproclamées « gauche communiste »), pour qui, du haut de leur piédestal idéologique et rempli de leur suffisance et de leur morgue, le mouvement des « gilets jaunes » n’incarne pas la « pureté » du prolétariat dont ils se rêvent d’être les « leaders bienaimés » menant leur trou-



peau docile sur le droit chemin des « lendemains radieux » du « socialisme réel ».

☞ Et cela, malgré tous les autres pièges, fausses solutions, alternatives-bidons, dressés sur notre chemin : la « démocratie directe et participative » (RIC et autres foutaises), par exemple, ne permettra seulement aux opprimés que de mieux et ouvertement participer à leur propre oppression ; c’est en fait tout le système de la politique (bourgeoise), et des rapports sociaux capitalistes qui vont avec, qu’il faut chambouler, éradiquer, annihiler, effacer, détruire, dont il faut se débarrasser et qu’il ne faut pas réformer.

Fondamentalement, « nous ne sommes pas français, nous ne sommes pas le peuple, nous ne sommes pas des citoyens, nous sommes le prolétariat ». Nous sommes la révolution qui vient, nous sommes la solution finale de toutes les contradictions sociales qui divisent l’humanité en deux classes aux intérêts diamétralement et viscéralement antagoniques : les détenteurs de la propriété privée des moyens de production contre les dépossédés des moyens d’existence qu’ils veulent se réapproprier.

Personne ne s’étonnera dès lors, au vu du développement de ces luttes, que cette année le 1^{er} mai sera probablement plus virulent, plus radical, et donc plus violent que jamais auparavant, exprimant ainsi ce que cette journée symbolique représente historiquement au niveau international : une journée de lutte et de combat du prolétariat mondial qui trouve son origine dans le massacre de nos camarades ouvriers et anarchistes communistes lors des événements de Haymarket Square à Chicago (USA) en 1886.

Déjà des « black blocks » appellent à la mobilisation sur Paris, « pour un 1^{er} mai jaune et noir », en convergence avec les franges les plus radicales des « gilets jaunes » : « Ce 1^{er} mai sera une journée de lutte. Une journée en enfer pour les personnes qui défendront le système. Mais pour nous (...) cette journée sera une fête, une journée où l’on pourra exprimer notre colère et notre révolte. Une journée où le destin va basculer. » (« Black Bloc France », 9 avril 2019)

Nous ne croyons pas que le murissement des conditions matérielles et des luttes soit tel à ce jour que « le destin va basculer ». Néanmoins, que ce 1^{er} mai, certaines rues et quartiers bourgeois de Paris et d’autres villes de France et de Navarre soient la proie des flammes de la juste et saine colère de notre classe, que des magasins de luxe soient pillés (comme lors de la mise à sac des Champs Elysées le 16 mars dernier) et la marchandise si pas abolie du moins redistribuée parmi « les damnés de la terre » (réappropriation de richesses sociales produites par nous autres prolétaires), que les mercenaires armés à la solde de la classe des capitalistes en prennent enfin pour leur grade et soient obligés de reculer ou de désertre (comme l’ont fait les flics qui passèrent avec armes et bagages dans le camp du prolétariat insurgé en Bolivie en 2003), rien de plus normal et logique, rien de plus sain et salutaire, il serait même affligeant que rien de tout cela ne se passe. Mais il serait aussi tout autant affligeant (pour d’autres raisons, certes) et nuisible pour la suite de notre mouvement d’opposition à l’ordre des choses présent que tout cela se passe simplement et qu’on en reste là, qu’on se limite à une violence de classe risquant de se transformer en spectacle de la violence, qu’on n’aille pas plus loin, qu’on n’approfondisse pas la brèche, le gouffre qui nous sépare d’eux, nous l’humanité en lutte et eux les capitalistes et leur monde, fait de misère, d’exploitation, de guerre, de souffrances.

Ce dont le mouvement de lutte des « gilets jaunes » (et plus globalement le prolétariat) a le plus besoin, ce n’est pas du

sempiternel recommencement, « Acte » après « Acte », samedi de manif après samedi de manif, des mêmes confrontations avec des forces répressives entraînés à ce petit jeu « du gendarme et du voleur » (bien que nous ne marquions aucune opposition à la violence de notre classe contre les forces de la Mort), mais ce dont nous avons besoin, c’est bien de développer nos perspectives, nos ruptures et notre radicalité envers ce monde, de briser la cohérence des flics et des gendarmes qui nous répriment, d’aller chercher les maîtres qui nous gouvernent jusque dans leurs forteresses imprenables, d’incendier leurs palais et leurs châteaux, d’abattre les citadelles du profit, de piller leurs banques, de bloquer toute l’économie, de dissoudre leur taux de plus-value et par la même occasion notre exploitation, d’organiser la véritable grève de notre classe : la grève générale insurrectionnelle, etc.

Tant que ces points essentiels ne seront pas abordés, tant qu’une réponse pratique ne sera pas mise en avant et assumée comme telle, c’est-à-dire comme la négation totale de l’ordre des choses présent, dès lors l’émergence d’un monde nouveau que nous avons tous à gagner (nous autres prolétaires) et l’affirmation de l’ordre des choses à venir ne sera que pure spéculation.

En attendant donc que les mauvais jours finissent...

**Gilets jaunes (ou pas), black blocks (ou pas)
Pour un 1^{er} Mai de combat, Action directe anticapitaliste**

Source : <https://nantes.indymedia.org/articles/45373> # nosotros.proletarios@gmx.com



(20 mai 2019)

GJ APPEL NATIONAL // LE DIMANCHE 26 MAI : DANS LA RUE PENDANT LES ELECTIONS !

(Des gilets jaunes toulousains)

Suite à l'invitation de l'assemblée des assemblées de Saint-Nazaire pour l'action et la mobilisation lors des élections européennes, nous appelons à une convergence régionale afin de prendre la rue pendant la mascarade électorale, dimanche 26 mai, dans toutes les grandes villes : là où sont concentrés la plupart des bureaux de votes.

Pour toutes celles et ceux qui ne peuvent pas aller à la manifestation internationale à Bruxelles, nous appelons à rejoindre les grandes villes les plus proches, à constituer des cortèges, et à prendre la rue.

Toutes les élections sont des impasses, le mouvement le sait depuis le début : nous avons su éviter tous les pièges qui nous ont été tendus (cooptation par le gouvernement, désignation de représentants, récupération par les partis ou les syndicats, division entre bons et mauvais GJ, etc.). Nous ne tomberons plus jamais dans le piège de l'élection [...] qui ne sert qu'à asseoir le pouvoir de celles et ceux qui disposent d'un appareil de parti, d'un capital social et financier énorme, de relais dans la presse, etc. et certainement pas à servir les intérêts de « ceux qui ne sont rien ».

Car l'État sert l'économie, et pas l'inverse ! Il est le bras armé qui protège les intérêts de ceux qui font fortune avec le commerce de nos moyens de subsistance (manger, se loger, s'habiller, se déplacer, se soigner, s'éduquer). Il est à la solde des entreprises multinationales qui n'ont que faire de la vie et de ce qu'on en pense. Leur seul but étant de s'enrichir en nous exploitant à travers le travail salarié, en nous rendant malades à travers un travail pénible qui n'a pas de sens et en polluant et détruisant la planète. Aucune décision politique ne pourra donc renverser l'économie, car l'économie est le projet politique de tout État moderne : celui de discipliner les comportements pour

rendre chaque instant, chaque faits et gestes productifs, rentables et contrôlables. Et aucun élu, aucun parlement, ne pourra s'y opposer réellement. Souvenons-nous de la Grèce et de l'humiliation qu'elle a subie lorsqu'elle a osé croire qu'un gouvernement élu pourrait lutter contre la banque centrale européenne et le FMI ! Le peuple grec a été saigné et le gouvernement élu, malgré toutes ses bonnes volontés, s'est fait humilier et est rentré dans le rang (mesures d'austérité, etc.)

Nous actons donc que la vraie politique, celle que nous menons depuis maintenant 6 mois, commence par le blocage et l'attaque directe de l'économie.

Ce 26 mai, nous posons donc un acte : la mascarade électorale est terminée. Nous n'y participerons plus. Et au-delà, nous ne laisserons plus tranquillement se dérouler ces moments de propagandes massives qui n'ont pour visée que de justifier l'ordre établi et de lui fournir une légitimité qui n'est qu'un mensonge.

Nous ne voulons ni élections, ni représentants. Nous ne voulons plus être gouvernés. Nous

ne voulons plus être « représentés ». Nous ne voulons pas prendre le pouvoir, nous ne voulons pas « plus » de pouvoir, nous voulons destituer le pouvoir. Et à sa place nous incarnerons la politique directement, sans intermédiaires, ni bureaux de vote. La sagesse populaire, les organisations ouvrières et militantes, les occupations des ronds-points, ont développé d'autres formes politiques (assemblées, mandat impératif et révocable, rotation des tâches, conseils ouvriers, etc.). Par les blocages, par les occupations, par les manifs jaunes, etc., nous continuerons à lutter contre l'économie qui nous enchaîne et à occuper l'espace « public » afin de continuer à reprendre nos vies en main. Les élections sont annulées.

Autonomie Matérielle et Politique !



Source : <https://iaata.info/GJ-Appel-National-Le-dimanche-26-mai-On-perturbe-les-elections-3410.html>

(21 mai 2019)

[GILETS JAUNES RUNGIS ÎLE-DE-FRANCE] ON VOTE PAS, ON LUTTE (Collectif Gilets jaunes Rungis Île-de-France)

Vendredi 17 mai, Emmanuel Macron, président de la République, a encore parlé de nous.

Comme d'habitude, il parle de nous pour nous faire taire.

N'empêche, depuis six mois, on existe.

On est sorti du bois, sorti de la résignation.

Ça fait six mois que le président voudrait qu'on rentre chez nous, qu'on se calme, qu'on rentre dans le rang.

Mais malgré nos divergences, malgré notre hétérogénéité (ou peut-être grâce à elle, dans une certaine mesure ?), on est toujours là.

Il déclare avoir « *apporté des réponses aux Françaises et aux Français sur ce qui avait conduit à ce mouvement* ».

Deux possibilités, une seule réponse :

A- Macron est stupide.

B- Macron nous prend pour des cons.

Réponse B bien sûr. Macron n'est pas stupide, il est simplement avide de pouvoir et comme tout bon chef, comme tout bourgeois, il cherche avant tout à préserver ses privilèges, ceux de la classe possédante.

Pourtant, notre principale revendication est claire depuis le début : **MACRON DÉMISSION.**

Macron ajoute que pour « *celles et ceux qui continuent aujourd'hui [à manifester], il n'y a plus de débouché politique* ». Il appelle « *au calme* », incite chacun à « *retrouver le cours de sa vie* » et « *à exprimer ses divergences d'opinions (...) dans les temps que prévoit la démocratie, ceux du vote* ». Si on n'a plus de « *débouché politique* », pourquoi on irait voter ? Hmm ?

On le dit depuis le début du mouvement : on ne veut pas de changement de personnel politique, on ne veut pas remplacer Macron par Le Pen ou Mélenchon ou qui que ce soit. On veut autre chose. On n'a pas besoin de chef, de leader, on ne veut pas de représentants, de pantins opportunistes-carriéristes pour fonder un nouveau parti. On le dit depuis le début : notre mouvement se situe hors de la politique institutionnelle, hors des partis, des syndicats, nous ne voulons pas devenir des « *partenaires sociaux* » du pouvoir qui ne

servent qu'à conforter l'image démocratique du système et préserver l'ordre établi.

Les listes étiquetées « *Gilets jaunes* » aux Européennes ne sont que pure récupération politique. Ce sont des tentatives de nous faire rentrer dans le rang, tout comme les prétendus représentants des Gilets jaunes qui déclarent les manifestations en préfecture. Tout cela vise un retour à la normale en passant par autre chose que la méthode policière : ce qui est recherché est le maintien de l'ordre en changeant simplement quelques têtes.

Mais nous ne voulons pas quelques miettes lâchées à contre-cœur par le pouvoir politique, nous voulons une révolution sociale. Un changement profond, qui nous dépasse tout autant que Macron (lui qui voudrait qu'on se contente de dialoguer avec ses sous-fifres, qu'on crée des listes électorales, qu'on perpétue le système contre lequel on lutte...).

Exploités et dominés ici et à l'autre bout du monde par les mêmes politiciens, les mêmes capitalistes, nos perspectives de changement social ne sont pas « *simples* », car il y a tout à renverser, ici comme ailleurs. Nos solutions n'entrent pas dans les cases légales du système et on a bien compris que le pouvoir nous mettrait des bâtons dans les roues à chaque initiative autonome, à chaque moment qui sort de son contrôle. Mais on ne lâchera pas l'affaire : assemblées, occupation de ronds-points, construction de cabanes, manifestations, actions de toutes sortes, nous vivons désormais à travers la lutte contre ce système basé sur les inégalités sociales, mais nous vivons aussi l'entraide, l'auto-organisation, l'expérimentation sociale.

Nous sommes le présent et le futur.

Le 26 mai, on n'ira pas voter.

On a bien mieux à faire !

Mai 2019, Paname,

Collectif Gilets jaunes Rungis Île-de-France

Source : <https://paris-luttes.info/gilets-jaunes-rungis-ile-de-france-12205?lang=fr>



(25 mai 2019)

LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES EST-IL REVOLUTIONNAIRE ?

(Rouen dans la rue)

Révolution, contre-révolution, insurrection, normalisation, élection dans le(s) mouvement(s) des gilets jaunes.

Le mouvement des gilets jaunes se trouve plus faible que jamais même si de belles poches de résistances continuent à exister et que les manifestations viennent rappeler à Macron tout le bien que l’on pense de lui et de sa politique. La question des élections, pour les européennes mais pas seulement, a pris de plus en plus de place dans les discussions et la communication. C’est l’occasion de revenir sur ce mouvement inédit, sur sa puissance révolutionnaire et sur ce qui est venu la briser mais aussi la contenir.

Masse et puissance.

Il y a maintenant 6 mois le mouvement des gilets jaunes commençait avec une détermination massive et inouïe. Les occupations de ronds-points, les blocages économiques et les manifestations non-déclarées parisiennes puis provinciales qui tournaient bien souvent à l’émeute ponctuée d’affrontements avec les forces de l’ordre, de barricades et de destructions ciblées, donnaient à ce mouvement une tonalité qu’il faut bien qualifier de révolutionnaire ou d’insurrectionnelle.

Un petit air de révolution.

Le mot révolution était d’ailleurs dans toutes les bouches et dans tous les esprits. Mais pour une fois ça n’était pas un mot en l’air ou un fantasme de militant professionnel. Les symboles de la Révolution française étaient immédiatement repris : le drapeau français, et la Marseillaise bien sûr qui n’était plus chantée dans un esprit nationaliste et patriotique chère à l’extrême droite mais bien pour l’énergie révolutionnaire qu’elle exprime.

Des guillotines factices apparaissaient sur de nombreux ronds-points et des simulacres de décapitation étaient mis en scène en différents endroits.

Une histoire de goutte d’eau.

Tout le monde s’accordait pour dire que cette histoire de taxe n’était que la goutte d’eau qui avait fait déborder le réservoir. Et c’est finalement contre Macron et le mépris des élites politiques que les gilets jaunes s’insurgeaient, mais aussi contre un système politique qui sous couvert de démocratie ne nous laisse en fait aucun pouvoir, autant que contre une logique économique qui permet à quelques-uns d’accumuler d’obscènes fortunes quand elle laisse le plus grand nombre écrasé par la précarité. Si la révolution renvoie toujours à l’idée de rupture, c’est bien avec une logique que Macron incarnait parfaitement que les gilets jaunes désiraient rompre plus ou moins confusément. Rompre avec le mépris des classes dirigeantes, rompre avec la politique des politiciens, rompre avec la misère que la dernière génération du capitalisme promet au petit peuple.

Contre-révolution préventive et mutilations en série.

C’est bien sous le coup de cette poussée insurrectionnelle que le gouvernement lâchait ses premières

miettes. Suppression de la taxe carbone, fausse revalorisation du SMIC via une prime d’activité pour certains seulement et enfin annulation de l’augmentation de la CSG pour certains retraités. En jouant la carte du « j’ai compris votre désir de dialogue », Macron lançait cette gigantesque opération de communication, d’enfumage et finalement de propagande que fût le grand débat. Montant de l’opération : 12 millions d’euros pour de nouvelles miettes qui ne satisfont évidemment personne. Grand flop.

Mais dans le même temps et toujours pour faire face à cette poussée, le gouvernement décidait de mettre en œuvre des moyens répressifs, policiers et judiciaires, d’une violence inconnue sous la 5e République, exceptés pour les colonisés. C’est en effet un déferlement de mesures contre-révolutionnaires et contre-insurrectionnelles que nous avons subi depuis 6 mois. 3.830 blessés, 8.700 gardés à vue, 13.460 tirs de LBD 40 et 1.428 tirs de grenades lacrymogènes instantanées explosives selon le ministère de l’Intérieur. Les « blessés de manif » et autres gueules cassées (comme il y eut les blessés de guerre), les « mutilés pour l’exemple » d’après le nom d’un collectif de blessés, en témoignent dans leur chair pour le reste de leur vie.



Tension entre insurrection et normalisation.

Il existe évidemment des contradictions, des tensions tout à fait naturelles pour une révolte loin d’être homogène et traversée par des désirs, des discours, des manières de faire, des formes d’organisation, des orientations tactiques diverses. D’abord une tension entre la puissance révolutionnaire initiale du mouvement et ce qui relève de sa normalisation voire de sa neutralisation. D’un côté, il y a le nombre et la détermination de ceux qui se retrouvent pour tout bloquer dès le 17 novembre, la colère désordonnée et spontanée de ceux qui s’attaquent aux bâtiments publics comme la préfecture du Puy en Velay, aux péages ou encore qui veulent à tout prix rentrer à l’Elysée. Ce sont les folles journées du 24 novembre, du 1er et du 8 décembre qui tournent à l’émeute populaire et qui ne veulent rien d’autre que la démission de Macron. Le mouvement ne sait pas trop où il va, mais c’est peut-être la condition pour qu’il aille le plus loin possible. C’est en tout cas cette puissance-là qui a fragilisé et fait vaciller le pouvoir et arraché des miettes.

De l’autre côté, il y a ce que nous appelons les lignes de normalisation. Il y a eu très tôt la volonté d’avoir le soutien de certains élus en leur faisant parvenir des doléances voire en leur demandant de les signer. Des revendications claires, formulées rationnellement sont alors apparues, articulées autour de demandes fiscales (rétablissement de l’ISF), sociales (augmentation de tous les minima sociaux) et politiques (le RIC). Ce dernier a capté une énergie considérable (pétition, conférence, etc.) et devenait la solution miracle à tous nos problèmes. Mais s’il exprime un désir légitime de prendre nous-même les décisions qui nous concernent, il nous prive en fait de la temporalité du rapport de force dans lequel nous sommes engagés, tout en nous faisant dépendre de mécanismes institutionnels. Supposons que le rapport de force ait été favorable, il aurait fallu des mois avant que le RIC ne soit inscrit dans la constitution, et des mois encore avant qu’un premier RIC soit soumis au vote.

Dans le même temps, des gilets jaunes modérés quittaient le mouvement (RIP Jacqueline), d’autres créaient des partis ou montaient des listes aux européennes (Ingrid Levavasseur) et étaient bien souvent balayés par le refus des gilets jaunes, d’autres encore s’acharnaient et s’acharnent toujours à déclarer les manifestations en négociant avec les autorités en pacifiant toujours davantage le mouvement.

Guerre et paix.

Signe de cette tension, l’opposition abstraite, vide, et pour tout dire morale entre « pacifisme et violence ». La question de la violence est toujours mal posée. D’abord parce que la violence première est celle de l’Etat et de sa police. Et le pacifisme de beaucoup de gilets jaunes s’est rapidement effrité sous les coups des matraques et les LBD. Ensuite, s’il existe des gens qui se disent pacifistes et non-violents, il n’existe personne pour se présenter comme violent et non-pacifiste. Il ne s’agit pas d’être pour ou contre la violence mais de constater ce fait brut : il existe des situa-



tions où la colère populaire s’exprime de manière violente et personne ne peut rien y faire. Il importe de reconnaître que cette violence est légitime et productive comme le confirme une attention minimale à l’histoire. La violence des gilets jaunes a été de celle-là. On ne fait pas de révolution en collant des gommettes même si bien évidemment cette violence peut être terrifiante. Et malheureusement, ce n’est pas la dynamique actuelle qui permettra d’arracher quelque chose. [...]

Suite et fin ?

Tout le monde ignore comment ce mouvement des gilets jaunes finira. Plusieurs devenir possibles se dessinent. Le devenir associatif, le devenir classiquement politique et électoral. En certains lieux, des gilets jaunes s’organisent concrètement et font perdurer des formes de vie collectives et solidaires qui font penser à des ZAD. La colère et la frustration d’avoir si peu obtenu, ajoutée au désaveu définitif de la classe politique pourrait aussi renforcer le désir de fascisme qui surgit toujours en temps de crise. Mais il se peut aussi que les braises encore chaudes se transforment à nouveau en un incendie ravageur à la prochaine provocation de Macron ou de celui qui le remplacera. Car ce que nous avons vécu avec les gilets jaunes ne ressemblent à rien de ce que nous avons connu. Si nous avons peu obtenu, nous avons beaucoup gagné.

Nous avons brisé l’atomisation et la solitude que nous réserve ce monde. Nous nous sommes retrouvés et avons fait l’expérience de notre force collective tout en découvrant la solidarité, la fraternité et la vie commune. Nous avons occupé, bloqué, manifesté et attaqué des symboles du pouvoir. Ce pouvoir a tremblé et vacillé sous la colère d’un peuple étrange qui s’est inventé sous nos yeux ébahis et rieurs. Le peuple des ronds-points. Symboliquement au moins nous avons défait, détruit Macron.

A n’en pas douter, ce mouvement est historique. Oui c’est bien une force et des désirs révolutionnaires que les gilets jaunes ont fait vivre. Une force insurrectionnelle traversée par des logiques de normalisation et de pacification. Une force qui s’est brisée sur la répression d’Etat. Nous ne l’oublions pas comme nous nous n’oublions pas la joie que nous avons éprouvée en mesurant notre puissance collective. Nous tenons le bon bout.

Aouh ! Aouh ! Aouh !

(30 juillet 2019)

SOYONS FIERS DE CE QUE NOUS SOMMES (Les Gilets Jaunes de Place des Fêtes)

Le 27 juillet, les Gilets Jaunes ont marché, partout en France, pour leur 37^{ème} samedi de mobilisation.

37. Il y a là quelque chose d’inouï. Pourquoi se mobiliser encore après 37 samedis ? Certains disent qu’on n’y « gagnera » rien. Ils regrettent que l’on s’épuise dans ces éternelles manifestations, appellent à d’autres formes d’action, à hausser le ton, à se structurer, à se refonder, à se réinventer. En bref à changer à tout prix.

Pourtant, loin d’acter un échec, ces 37 samedis sont un véritable tour de force. C’est un accomplissement, et quelque chose dont nous pouvons être fiers. En plein cœur de l’été, nous étions un petit millier à Paris, à défiler tout l’après-midi. Le cortège était étonnamment optimiste, comme habité par la stupéfaction (et la joie) d’exister encore.

Ce samedi, on pouvait lire de la surprise sur les visages des passants. Leurs yeux s’écaraillaient à notre passage. « Quoi, mais bon sang, les gilets jaunes existent encore ? Ce n’est pas fini toute cette histoire ? »

Eh bien non, ce n’est pas fini. Et c’est précisément ce que veulent dire nos samedis. Que ça ne finira pas.

« Des fidèles à la grand-messe » titrait il y a quelques semaines à notre sujet un journal régional, avec un mépris infini. « A la rencontre des derniers Gilets Jaunes », titrait Libération il y a quelques jours, mandatant pour l’occasion ses envoyés spéciaux à travers les ronds-points comme on enverrait des anthropologues dans des réserves indiennes. Sous la plume du rédacteur, les gilets jaunes interviewés n’étaient plus des hommes, mais des « bonhommes ».

Le système en place veut que l’on disparaisse. Il désire avec acharnement, depuis le 17 novembre, nous éradiquer. « Alors, c’est pour quand ? » demande-t-il régulièrement.

« Il est l’heure de cesser la plaisanterie », clame-t-il. Retour au boulot, retour au monde réel, ou dans la novlangue macronienne, retour à « l’apaisement ».

On veut nous fossiliser, nous reléguer aux livres d’histoire, et puisqu’il est impossible de nous nier totalement, on cherche depuis le premier jour à faire de nous de l’histoire ancienne.

« Quoi, mais bon sang, les Gilets Jaunes existent encore ? »

Mais oui, ma petite dame ! Mais oui mon bon monsieur. Ils existent encore. Ils sont là en chair et en os, en bas de chez vous. Et ils chantent, tout de jaune vêtus.

Nous ne sommes pas le dernier village gaulois, ou d’anciens combattants nostalgiques de leurs faits de gloire, comme les voix du système tentent de le faire croire.

37 samedis. Nos têtes se régénèrent à mesure qu’on les tranche. (Il paraît que l’hydre de Lerne est devenue Gilet Jaune.)

37 samedis. Phénix des insurrections, nous renaissions de nos cendres.

37 samedis. Que tous les chiens de garde du système s’en donnent à cœur joie, qu’ils sortent l’artillerie lourde. Ils n’y pourront rien. Quelque chose couve et continuera de couvrir.

Quand le feu est dans le vieux bois, on ne peut plus l’éteindre.

37. Nous sommes et resterons le cauchemar des partisans de l’ordre (qui sont, toujours, les partisans de l’ordre établi).

37. Nous sommes une mauvaise herbe coriace aux racines invisibles, qui repousse, deux fois plus rigide, chaque fois qu’on essaye de l’arracher.

Pourquoi, donc, continuer à manifester ? Parce que, d’ores et déjà, nos samedis sont des jours émancipés et arrachés à la monotonie des semaines. Ils ont une couleur et une odeur spéciales, faites d’adrénaline et d’excitation. Ils nous permettent de nous souvenir de notre combat, de constater ensemble dans les cortèges que notre détermination est intacte. En ce sens, ils ont bien quelque chose de rituel. Comme une grande messe révolutionnaire.

37. 37. Nous sommes une cargaison d’explosifs oubliée dans un vieux hangar en bois sec, un été de sécheresse.

Nous sommes les braises sur lesquelles vous soufflez à chaque nouveau scandale, à chaque coupe budgétaire, à chaque bavure policière.

Gilets jaunes d’hiver ; Gilets jaunes d’été. L’automne arrive, nous revenons intacts, la fleur au transpalette.

Les Gilets Jaunes se déclarent en état de révolte permanent. Nous prouvons chaque samedi que notre mouvement n’est pas éphémère. Nous ne rentrerons pas chez nous. Les manifestations du samedi sont une façon d’acter symboliquement qu’il n’y a pas de retour en arrière possible. Que tôt ou tard, l’embrasement viendra. Tant que cette société n’aura pas sombré, des Gilets Jaunes défileront. Nous conservons vivante à tout moment l’étincelle d’insurrection qui allumera la première mèche.



Car nous sommes un signe avant-coureur. Ce qui passe sous vos fenêtres encadré par des fourgons de CRS, hurlant « Macron démission ! » n'est pas un cortège. C'est une prophétie. L'annonce d'un grand bouleversement.

Samedi, le doyen du cortège avait 74 ans. C'est un monsieur qui bat le pavé depuis décembre, toujours armé de son mégaphone, dans lequel il hurle sans relâche : « Macron en prison ». Le plus jeune était un collégien de 13 ans, tombé par hasard sur une manifestation à la fin du mois de novembre, alors qu'il faisait de la trottinette en direction des Champs. Les Gilets Jaunes sont devenus sa seconde famille.

Il y avait des gens issus de toutes les franges de la société, de tous les mondes – tout sauf des cadres dynamiques. Nous sommes une foule hétéroclite, qui rassemble ceux que rien ne paraissait devoir rassembler. Nulle part dans la société française, il n'existe un mélange de populations aussi abouti. Bêtes noires des différents « experts », sur lesquels ils ont toujours plusieurs temps d'avance, les Gilets Jaunes ne peuvent être enfermés dans aucune catégorie. La foule est si diverse, si inclassable, qu'elle en paraît étrange, voire suspecte.

« Mais qui sont ces gens ? » se demande le badaud. Il y a des éternels et des idéalistes, beaucoup de gens qui ont souffert. Notre seul trait commun : la soif de justice. Bientôt, vous aurez beau le vouloir, vous n'arriverez plus à nous mépriser.

Cela fait 37 samedis. Et pourquoi pas bien davantage ? Il n'y aurait rien de ridicule à ce que les Gilets Jaunes défilent pour leur 200^{ème} week-end. Si c'est ce qui est nécessaire pour que le système implose, nous le ferons.

« Travaille, consomme et ferme ta gueule ! ». Telle est la formule magique résumant notre société. Ils veulent des citoyens qui se tiennent sages... Mais les Gilets Jaunes refusent d'obéir à cette injonction. Ils savent qu'ils vivent dans un monde qui ne peut plus durer. Nous ne luttons pas seulement pour quelques euros sur notre fiche de paye, nous luttons contre un système qui est en train de détruire notre planète.

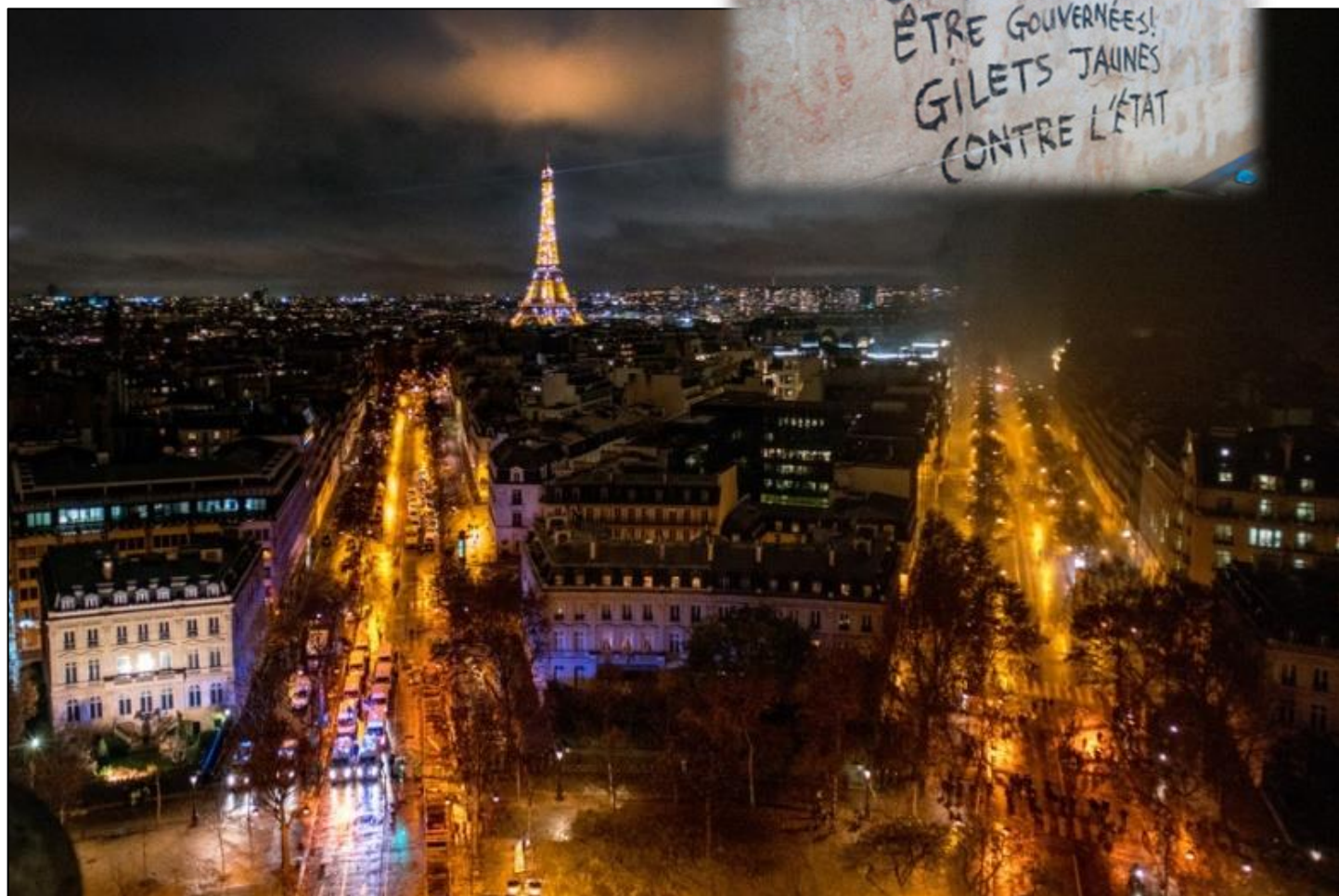
On ne reste pas chez soi quand sa maison brûle.

La rentrée s'annonce brûlante. Sous le mot d'ordre : « Fin du monde, fin du mois. Mêmes coupables, même combat », la date du samedi 21 septembre s'impose d'ores et déjà comme un nouveau temps fort. Espérons qu'il y aura partout de grandes manifestations à l'occasion de ce 45^e samedi.

37. Oui, nous passerons l'été. Cela ne fait plus l'ombre d'un doute. Et si ce 37^{ème} samedi avait une signification spéciale, c'est bien celle de proclamer encore une fois que quelque chose d'insubmersible est né.

Soyons fiers de ce que nous sommes !

Source : <https://www.facebook.com/Lacabanesgiletsjaunesplacedesfetes/posts/581989765538884/#lacabanejaune@riseup.net>





Tout autour du rond-point *chanson pour la poursuite du mouvement*

Tout autour du rond-point
Y'a des femmes et des hommes
Qui portent un gilet jaune
Et qui bloquent le rond-point
Tout autour du rond-point
On a mis des pancartes
Qui crient « on n'a plus rien »
Pas écrites comme un tract
Sur le sol du rond-point
Y'a une femme qui meurt
Dans le premier matin
L'effroi et la fureur
Mais autour du rond-point
On n'a rien remballé
On n'a rien retiré
Et on ne lâchera rien

Tout autour du rond-point
On parle de la galère
De s'chauffer en hiver
Et vivement le printemps
Et les courses d'Auchan
Qui nous coûte une fortune
Comme si c'était la lune
De nourrir ses enfants
Et puis y a c'qui nous tue
Ces boulots qu'on vomit
Quand tu penses que Marie
Sa retraite suffit plus
A soixante-quatorze ans

Elle distribue des pubs
Y'en a bien trois mètre cube
On lui paie un quart temps

C'est vrai qu'sur les ronds-points
Y'a un drapeau d'la France
Tu crois qu'c'est une défense
En ces temps incertains
En même temps cette France
Elle nous l'a matraqué
Et d'puis l'temps des tranchées
Elle trahit not' confiance
La France c'est un discours
Au service d'un empire
Elle trahira toujours
Il faut s'attendre au pire
La France c'est une entrave
Entre les prolétaires
Comme si l'esclavage
S'arrêtait aux frontières

En partant du rond-point
On a rejoint la grève
La grève qui soulève
La grève qui rend fort
On n'est plus des milliers
A bloquer des ronds-points
Nous sommes des millions
Plus rien ne nous retient
Nous avons pris les ports
Et nous tenons la rue
Le pouvoir s'évapore
Il ne nous effraie plus
Et à l'assaut du ciel
On salue les étoiles
Et on rit et on pleure
A la grève éternelle
En partant du rond-point
En partant du rond-point
En partant du rond-point...

Chanson d'Edith Piaf sauce gilet jaune.

Il faut lui couper la tête
Aurait dit Danton je crois
Si j'ai bien compris le concept
La révolution c'est ça
Il se fout de la gueule du monde
Et il agit comme un roi
Liquidier la France profonde
Ses maîtres l'ont mis là pour ça

Taxes impôts on a les deux
Rien pour nous et tout pour eux
Trime et bosse pauvre gueux
T'est pas là pour être heureux
Il veut qu'on sauve la planète
La Chine, les US, rient bien

Eux se prennent pas la tête
Mais c'est ta Clio qui craint

Les porte-conteneurs sur mer
Tous ces avions dans les airs
Même les vaches qui pètent sur terre
Le diesel est loin derrière
Quand on pense que Castaner
Se balade en hélicoptère
Le CO2 délétère
Ils se foutent de nous c'est clair

Donc
Il faut leur couper la tête
Diraient les gens d'autrefois



On n'a plus le droit c'est bête
C'est pas nous qu'on fait les lois
Nous on croule sous les dettes
C'est très loin la fin du mois
On n'a plus de pain c'est bête
Les brioches on n'y pense pas

J'ai vu passer Bénalla
Jolie vaisselle que voilà
Près de la piscine là-bas
Y en a qui ne s'en font pas
Il faut leur couper la tête
Dirait Robespierre, je crois
La révolution c'est chouette
A l'école on apprend ça

Même si Macron ne veut pas, nous on est là



On est là, on est là
Même si Macron ne veut pas
Nous on est là
Pour l'honneur des travailleurs
Et pour un monde meilleur
Même si macron ne veut pas
Nous en est là

Je me réveille le coeur serré
Je ne sais pas si ce soir je serai rentré
Une attaque au LBD
Une arrestation musclée
Mais c'est pas ça qui pourra nous arrêter

Parce qu'on est là, on est là
Même si Macron ne veut pas
Nous on est là
Pour l'honneur des travailleurs
Et pour un monde meilleur
Même si macron ne veut pas
Nous en est là

Il est 13 heures ça y est j'y vais
Rejoindre ma famille qu'on appelle les gilets
Pour défendre notre honneur
On chante la main sur le coeur
Même si macron ne veut pas
Nous en est là

On est là, on est là
Même si Macron ne veut pas
Nous on est là
Pour l'honneur des travailleurs
Et pour un monde meilleur
Même si macron ne veut pas
Nous en est là

On est là face à vous
Vous demandons de bien vouloir vous joindre à nous
On est tous des frères et soeurs
Construisons un monde meilleur
Pour l'avenir de ceux qui s'ront là après nous

On est là, on est là
Même si Macron ne veut pas
Nous on est là
Pour l'honneur des travailleurs
Et pour un monde meilleur
Même si macron ne veut pas
Nous en est là

Téléchargez ces vidéos directement sur notre blog : <https://www.autistici.org/tridnivalka/gilets-jaunes-quelques-chansons/>

Les gueux

Dans leur gilet jaune fripé
Ils s'en allaient manifester
Dans le petit matin frileux,
Les gueux...

Ils sortaient tous les jours d'la semaine,
Pour crier : « La coupe est pleine ! »
Ils se battaient pour qu'on vive mieux,
Les gueux.

Ils luttait contre la misère,
Il était plus question d'se taire,
Ils ne demandaient pas l'paradis,
Juste être compris.

Dans leur gilet jaune fripé
Pacifistes mais déterminés
Ils bloquaient fermement les lieux,
Les gueux...

Le soir ils maintenaient le blocage
Sur les ronds-points et aux péages,
Ils voulaient plus baisser les yeux,
Les gueux.

Y a jamais eu autant d'personnes
Pour réclamer que démissionnent
Tous ces politiciens véreux,
Dégueus

Dans leur gilet jaune fripé
Portant la France des oubliés
Enfin, on les voyait un peu,
Les gueux...

Ensemble, ils chantaient des chansons
Tout y passait, bourgeois, patrons,
Le refrain « Macron démission ! »
A pleins poumons !

Ils veulent plus d'BFM TV
De tous ces médias enchaînés
Qui sèment la peur, la division...
C'est leur mission.

Dire qu'ils ont passé des années
A payer toujours sans broncher
Il était temps d'ouvrir les yeux,
Les deux.

T'aurais pu si t'étais malin
Calmer la colère et la faim
De ceux qu'avancent le ventre creux,
Les gueux.

Mais tu es tellement méprisant
Tu n'as pas le coeur assez grand
Pour y loger tous ces gens là
Voilà.

En pensant à tout ça, j'me dis
Vivement la Vraie démocratie
Ils ne marcheront plus d'ici là,
Au pas...



Cette société nous offre seulement une lutte pour la survie de base dans laquelle nous ne sommes rien sauf une force de travail et des consommateurs. Bien sûr, tout cela est enveloppé dans de belles paroles magnifiant les valeurs de l'honnête citoyen et les besoins du pays et de l'économie, dans des modes et de fades manières de vivre que les médias, les politiciens, les scientifiques, les célébrités nous débitent jour après jour. Les vêtements de marque, les nouveaux téléphones mobiles et les écrans plasma, les voitures en leasing et les prêts hypothécaires, les sorties du samedi soir, les émissions de télé et les idylles familiales dans les centres commerciaux seront-ils des produits de substitution suffisant pour une vie vraiment humaine ? Est-ce tout ce que nous désirons vraiment et ce dont nous avons vraiment besoin ?

1. PAS POUR NOUS !

Nous n'avons aucune grandiose propriété et compagnie qui nous feraient vivre, et par conséquent nous devons aller travailler. Nous vendons notre temps et notre énergie, notre force de travail, à la classe des bourgeois qui possèdent les moyens de production. Nous échangeons notre force de travail contre un salaire qui nous permet d'acheter ce dont nous avons besoin pour survivre et qui a été produit ailleurs par des travailleurs comme nous. Quel que soit ce que nous gagnons, dès que nous avons dépensé notre salaire, nous devons à nouveau nous précipiter au travail. C'est notre travail qui fait fonctionner toute la société et l'économie : les usines, les supermarchés, les bureaux, les hôpitaux, les chantiers... Nous sommes la classe des prolétaires et dès lors nous nous rebellons !

2. CONTRE LE TRAVAIL SALARIÉ

Le travail nous aliène parce que le temps pendant lequel nous travaillons ne nous appartient pas, ce n'est pas une partie complète de nous – par-dessus tout, c'est un moyen pour obtenir de l'argent. Nous vendons notre force de travail comme une marchandise à des patrons individuels et aussi à la bourgeoisie toute entière, et dès lors ce sont eux qui la contrôlent, qui la possèdent et qui en profitent vraiment. Nous devons juste travailler aussi longtemps et aussi vite qu'il nous est demandé. Donc, nous luttons contre le travail salarié qui est la base de notre exploitation et de l'ensemble du système capitaliste.

3. CONTRE L'USINE DES LOISIRS

Nous ne travaillons pas pour satisfaire directement nos besoins, ni les besoins de l'ensemble de l'humanité. Les besoins vitaux sont satisfaits par la médiation des salaires – de l'argent, parce que nous sommes aussi aliénés du produit de notre labeur qui appartient à la bourgeoisie. Toute la société nous est étrangère : les relations sur lesquelles elle est basée, ses structures, ses institutions, ses richesses et même ses connaissances. Par conséquent, la dictature du Capital règne aussi en dehors du travail. Les loisirs que nous cherchons en font partie. C'est le Capital, et pas nous, qui détermine comment manger, faire l'amour, se loger, voyager, s'amuser... Par conséquent, nous luttons contre la totalité des rapports sociaux capitalistes qui nous piègent dans une usine géante où nous sommes comme des vaches à lait à chaque moment de nos vies.

4. CONTRE LE CAPITALISME

Notre travail est une marchandise comme aucune autre : c'est la seule qui est capable de créer une nouvelle valeur, plus grande que la sienne. Les patrons nous exploitent tous, puisqu'ils nous paient seulement pour notre force de travail et tout le surplus que nous avons produit, c'est leur plus-value, leur profit. Le profit est réinvesti dans des moyens de production, dans la production de nouveaux capitaux qui tous sont la propriété contrôlée, possédée et vendue par les bourgeois. Le Capital, c'est notre travail mort personnifié dans des choses. C'est notre temps et notre énergie, que nous avons tués au travail, non pour satisfaire les besoins humains mais pour produire des marchandises. Le seul but du mode de production capitaliste est d'accomplir le profit et de multiplier le Capital. Les besoins humains sont totalement secondaires et ils ne sont « satisfaits » à travers la production que dans la mesure où, et de la façon dont, ils servent l'expansion du Capital. C'est la raison pour laquelle, même les régimes « socialistes » (l'URSS et ses satellites) étaient capitalistes et le capitalisme existe encore aujourd'hui en Corée du Nord, en Chine ou à Cuba. Là où il y a du travail salarié, il y a inévitablement aussi le Capital et il ne peut en être autrement juste parce qu'il y a aussi un costume idéologique « marxiste », une réorganisation de la bourgeoisie à travers un parti politique et un État et ses efforts (sans aucune chance durable de réussir) pour donner une autre forme aux lois capitalistes du marché, de la compétition et de la valeur.

5. CONTRE LA DÉMOCRATIE, L'ÉTAT ET LA POLITIQUE BOURGEOISE

La démocratie est l'essence même de la société capitaliste et pas seulement une de ses formes politiques. Les citoyens atomisés, qui parviennent à une unité artificielle à travers une sphère séparée de politique nationale, sont une caractéristique commune des États parlementaires, stalinistes, fascistes ou même islamistes. Ce sont là des organisations de la bourgeoisie en tant que classe, qui se développent à partir des rapports sociaux de la société de classe. C'est pourquoi la lutte révolutionnaire du prolétariat est antidémocratique et antiétatique et n'a rien en commun avec la politique bourgeoise, les partis politiques (qu'ils soient de gauche ou de droite, parlementaires ou extraparlémentaires, légaux ou interdits), les élections et les coups d'État politiques.

6. CONTRE LES SYNDICATS ET LE GAUCHISME

Cela fait longtemps que les syndicats de classe (par opposition aux syndicats « jaunes » directement fondés par la bourgeoisie) ont cessé d'être des organisations de la classe ouvrière. Ils sont devenus une partie de l'État capitaliste, une institution pour la vente organisée de la force de travail et pour maintenir la paix sociale. Comme tels, ils doivent être détruits et non pas réformés. Les faiblesses et les défaites de notre classe ont engendré (et continuent d'engendrer) beaucoup de courants du gauchisme qui jouent le rôle de la social-démocratie historique. Au moment des révolutions, ils ont toujours été le dernier recours et bastion du Capital parce qu'ils ne luttent pas pour la destruction du capitalisme, mais pour sa réforme radicale. Par conséquent, les prolétaires communistes luttent contre toutes les formes du gauchisme : le stalinisme, le trotskisme, le maoïsme, de nombreux types d'anarchisme, les mouvements altermondialistes et anti-impérialistes « tiers-mondistes »...

7. CONTRE LES FRONTS UNIS

Nous sommes opposés à tous les fronts unis avec des fractions politiques « progressistes » de la bourgeoisie et à toutes les idéologies contre-révolutionnaires qui surgissent autour de tels fronts : l'antifascisme ou par exemple la libération nationale... Tous mènent à la défense d'une forme de la dictature capitaliste contre une autre, un « moindre mal » contre un « pire », c'est-à-dire la préservation

de la dictature capitaliste comme totalité mondiale. Ces fronts mènent à une lutte pour un capitalisme à « visage humain », mais toujours ils amoindrissent et battent le prolétariat révolutionnaire. Seule l'action directe de classe peut s'opposer à la concurrence destructrice entre prolétaires qui est encouragée par le racisme, le fascisme et le nationalisme. Seule la révolution communiste est l'alternative à toutes les formes du capitalisme.

8. CONTRE L'OPPRESSION, LE NATIONALISME ET LA GUERRE

Toutes les formes d'oppression antérieure au capitalisme – par exemple basée sur l'origine sexuelle, ethnique ou religieuse – n'ont pas été détruites mais sont devenues des parties de l'exploitation capitaliste et de la division du travail. Aucune forme d'oppression n'existe en dehors des rapports sociaux capitalistes et elle ne peut être abolie qu'en abolissant ces rapports dans le processus de la révolution communiste. Les idéologies qui nous attribuent, à nous prolétaires, une identité d'ouvrier, de femme, d'autochtone, d'étranger, de « privilégié », d'« exclu », servent à nous faire intérieurement nous identifier finalement avec le système capitaliste. Seule la dynamique de lutte du prolétariat constitue le processus de négation de toutes ces identités de citoyens obéissants. Par conséquent, le prolétariat s'y oppose de la même façon qu'il s'oppose à la nation, au pays ou au nationalisme. Contre la paix sociale dans les États nationaux et contre la guerre entre eux, nous revendiquons la guerre de classe contre notre propre bourgeoisie, c'est-à-dire le défaitisme révolutionnaire.

9. POUR L'ASSOCIATIONNISME PROLÉTARIEN

Aujourd'hui, en dépit de leurs limites, les vraies luttes du prolétariat contiennent les graines du communisme, c'est-à-dire le mouvement de destruction de l'état des choses actuel. Par conséquent, nous supportons aujourd'hui les luttes de classe et la formation de noyaux, cercles et réseaux prolétaires sur une base subversive – c'est-à-dire luttant et s'associant en dehors et contre les syndicats, les partis politiques et autres structures de l'État bourgeois. C'est bien à partir de luttes de ce genre qu'un mouvement prolétarien massif voit le jour et se met en route pour articuler le prolétariat – la classe exploitée dans la société présente – avec l'état des choses futur.

10. POUR LA RÉVOLUTION COMMUNISTE

C'est seulement dans le processus de la dynamique du prolétariat révolutionnaire qu'un changement dans le rapport de forces entre le prolétariat et la bourgeoisie aura lieu. C'est alors seulement qu'un espace s'ouvre pour un saut qualitatif dans la conscience de classe, ouvrant la voie au renversement violent de la classe dirigeante et à la résolution définitive des antagonismes de classe. Mais seulement si le mouvement prolétarien se met en route immédiatement, pratiquement et consciemment vers la véritable communauté humaine, atteinte par la révolution. Si la révolution ne veut pas mourir, elle doit s'opposer autoritairement à la contre-révolution qui utilisera immédiatement les faiblesses de notre classe contre nous.

11. POUR LA DICTATURE PROLÉTARIENNE

Pour de plus en plus de prolétaires, le processus de la dynamique combative du prolétariat révolutionnaire vers des insurrections violentes et la révolution de classe impose un choix conscient entre le communisme et la barbarie capitaliste : exploitation, crise, guerres et catastrophe environnementale. Au plus ce choix devient clair, au plus le prolétariat est capable de réaliser dans la révolution sa dictature sociale contre le travail salarié, la valeur, l'échange, l'argent, l'État. Cela veut dire une dictature mondiale des besoins humains contre le Capital et la terreur révolutionnaire contre les forces bourgeoises. La dictature prolétarienne signifie l'abolition des rapports sociaux existants : abolition du travail salarié, abolition de professions et productions inutiles, élimination des rapports d'échange de tous les aspects de nos vies, abolition de l'économie et de la production pour le profit et subordination de toutes les forces productives aux besoins humains et aux besoins de la révolution mondiale, disparition de la différence entre travail et loisir, ville et campagne et toutes les autres séparations, destruction violente de l'État et son remplacement par des organes de l'auto-organisation révolutionnaire prolétarienne, bref tout ce que le triomphe de la révolution transforme en une communauté humaine globale. Par ce processus historique, le prolétariat (en tant que dernière classe existante) s'abolit ainsi que la société de classe toute entière et développe complètement la communauté humaine mondiale.

12. A PROPOS DE L'ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE

L'organisation révolutionnaire grandit et prend directement des formes spécifiques à partir de la lutte de classe, parce que le prolétariat est historiquement forcé de le faire. L'organisation révolutionnaire avec son activité militante crée des conditions pour la centralisation d'éléments révolutionnaires, qui sont petits et insignifiants dans les périodes où le rapport de forces nous est défavorable, ainsi que les sections les plus conscientes et radicales du prolétariat. L'organisation révolutionnaire n'est ni une préfiguration de l'organisation sociale future ni une structure éternelle rigide. Elle ne fait que prendre une part essentielle dans le processus de centralisation historique de la dynamique révolutionnaire qui se concrétise en parti du prolétariat, c'est-à-dire le parti communiste. Ce qui sépare ce parti des diverses avant-gardes autoproclamées, c'est qu'il n'a pas d'autre programme que sa classe comme sujet historique, donc comme il est la centralisation de ce programme, il est la direction de la lutte de la classe révolutionnaire toute entière.

13. QUE FAIRE ?

Approfondir, défendre et propager le programme historique du prolétariat visant à renverser la classe dominante par l'insurrection afin de déclencher la révolution qui abolira la société de classe. Sur base des leçons tirées des luttes prolétariennes passées et présentes, clarifier le contenu de la transition révolutionnaire, la révolution communiste. Par la propagande, l'agitation et la participation active, souligner, soutenir et encourager toutes les tendances dans les luttes contemporaines qui pourraient contribuer au développement de la conscience révolutionnaire et de l'esprit militant dans notre classe, ainsi qu'à l'émergence d'associations prolétariennes radicales. Révéler et identifier d'un œil critique les obstacles, idéologiques et pratiques, dans les actuelles luttes de classe qui entravent l'émergence d'une confrontation de classe ouverte, c'est-à-dire un conflit révolutionnaire ouvert entre les deux classes. Centraliser les prolétaires militants qui essaient de s'organiser sur base du programme révolutionnaire, et constituer une structure combative efficace pour les militants communistes. A partir du sol fertile des antagonismes sociaux et de la dynamique de la lutte de classe, faire avancer efficacement, encourager, organiser et coordonner l'exécution de la future insurrection violente comme moment décisif dans la révolution communiste à venir.